VILLE DE BOULOGNE~BILLANCOURT

RAPPORT SUR LE

COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2025

(BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES)

Conseil municipal du 4 juin 2026

Sommaire

SYNTHESE 4
I. LE BUDGET PRINCIPAL (PRESENTATION DGFIP) 9
A- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 10

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR NATURE (MOUVEMENTS REELS) 10
A. LES IMPOTS LOCAUX 11
B. LES FLUX DE RECETTES LIES A LA METROPOLE DU GRAND PARIS (MGP) 13
C. LES AUTRES IMPOTS ET TAXES 13
D. LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS 15
E. LES PRODUITS DES SERVICES ET DE GESTION COURANTE 18
F. LES ETUDES ET TRAVAUX EN REGIE 19
2. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR NATURE (MOUVEMENTS REELS) 20
A. LES CHARGES DE PERSONNEL NETTES 20
B. LES CHARGES COURANTES 21
C. LES SUBVENTIONS ET CONTINGENTS 23
D. LES CHARGES FINANCIERES 24
E. LES CHARGES SPECIFIQUES 24
F. LES SUBVENTIONS AUX BUDGETS ANNEXES 25

B- LA SECTION D'INVESTISSEMENT 26

1. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT 26
A. LE FCTVA 26
B. LA TAXE D'AMENAGEMENT 26
C. LES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT 26
D. LES CESSIONS 27
E. LES AUTRES RECETTES 27
F. LES EMPRUNTS NOUVEAUX 27
2. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 27
A. SITUATION CUMULEE DES AP ET DES CP EN 2025 28
A.1 LES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES 28
A.2 LES CREDITS DE PAIEMENT 28
B. SYNTHESE DE L'ANNEXE POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE 32

C- LES OPERATIONS D'ORDRE 34

A. LES OPERATIONS D'ORDRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT VERS LA SECTION D'INVESTISSEMENT 35
B. LES OPERATIONS D'ORDRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT VERS LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 36
C. LES OPERATIONS D'ORDRE AU SEIN DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT 36

D- RESULTAT DE L'EXERCICE 37
E- LA DETTE 37

A. LES CHARGES FINANCIERES 38
B. LES OPERATIONS EN CAPITAL 38
C. L'ENCOURS DE DETTE AU 31 DECEMBRE 2025 39

II - LES BUDGETS ANNEXES 40
A- EQUIPEMENTS SPORTIFS DELEGUES 40
B- LOCATIONS IMMOBILIERES 40
C- PUBLICATIONS 41

III - LES ANNEXES 43

ANNEXE N°1- – LES AP-CP CONSOLIDES EN 2025 43
ANNEXE N°2 - ÉTAT DES AP-CP CFU 2025 44
ANNEXE N°3 – LES ECRITURES COMPTABLES CROISEES VILLE/GPSO ET MGP 48
ANNEXE N°4 – CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT CONSOLIDEE (HORS TRAVAUX EN REGIE ET CESSIONS) 49
ANNEXE N°5 – SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL 50

L'article L 2121-31 du code général des collectivités territoriales dispose que « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire *». Le compte administratif constitue le dernier acte du cycle budgétaire. Il doit être approuvé avant le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte et transmis au représentant de l'État avant le 15 juillet.*

Parallèlement à la démarche de fiabilisation des comptes engagée depuis 2014, la Ville a été candidate en 2019 pour participer à l'expérimentation du compte financier unique (CFU), ainsi qu'à l'attestation de fiabilité des comptes (article 242 de la loi de finances 2019) *qui ont fait l'objet d'une première convention de service comptable et financier (CSCF 2015-2019).* ***Ainsi, la nomenclature comptable M57 a été adopté au 1er janvier 2021 et la présentation du premier CFU pour les comptes de l'exercice 2022.***
Une seconde convention de services comptables et financiers (CSCF) a été adoptée en partenariat avec la direction départementale des finances publiques des Hauts-de-Seine pour la période 2021 – 2024. ***Un règlement budgétaire et financier (RBF)*** *a été approuvé par le Conseil municipal du 30 septembre 2021, fixant les grands principes budgétaires et financiers de la M57, notamment les modalités d'adoption du budget, les règles de gestion des AP/CP et les règles régissant l'amortissement des actifs, ainsi que l'autorisation des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section. Pour la nouvelle mandature, un règlement budgétaire et financier (RBF) sera présenté au Conseil municipal du 4 juin 2026.*
Une troisième convention de services comptables et financiers (CSCF) a été approuvée par le conseil municipal le 5 décembre 2024 pour la période 2025-2028. Elle permet de poursuivre le partenariat entre les services respectifs et les objectifs partagés sont la modernisation et la simplification des process comptables.

Les résultats financiers 2025 sont présentés à travers le compte financier unique (CFU), qui est devenu désormais la norme des collectivités. *Il se présente sous la forme d'un document unique, commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Dans ce document, le CFU, présente à la fois des données d'exécution budgétaire et des informations patrimoniales avec le bilan et les états annexés. Le compte financier unique concerne le budget principal et les budgets annexes (Publications, Locations immobilières et Equipements sportifs délégués). Le compte financier unique (CFU) a plusieurs objectifs :*

- *Il présente une information financière plus facile à lire, simplifiée et rationalisée (suppression des doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion) ;*
- *Il favorise la qualité des comptes (par des contrôles automatisés de cohérence) ;*
- *Il simplifie les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives ;*
- *Il est entièrement dématérialisé, ce qui facilite le travail des services.*

Le compte financier unique retrace l'ensemble des dépenses et recettes réalisées sur l'année 2025 *ainsi que l'exécution de son budget annuel. Il se présente comme un document faisant le relevé exhaustif des opérations comptables au cours de l'exercice. Il fournit à l'assemblée délibérante via le rapport de présentation et la maquette comptable des informations permettant :*

- *De renforcer le débat sur la gestion financière de la Ville, en présentant la structure du budget et l'évolution des grands équilibres financiers, avec des présentations brèves et synthétiques retraçant les informations financières essentielles ;*
- *D'expliquer les écarts de réalisation au regard du budget primitif voté le 13 mars 2025 et des décisions modificatives intervenues le 25 septembre 2025 et le 4 décembre 2025.*

Le compte financier unique 2025 respecte les principes de transparence, de régularité et de prudence

- ***Transparence*** *parce que les grands équilibres financiers de la commune sont présentés sur la période allant de 2009 à 2025. La ventilation des recettes et dépenses est présentée avec un historique de quatre ans, soit de 2022 à 2025. Les réalisations 2025 sont comparées au budget primitif, au budget global qui intègre les décisions modificatives et au compte financier unique 2024.*
- ***Régularité et prudence*** *parce que le compte financier 2025 est élaboré en reprenant les mêmes méthodes et règles comptables que celles adoptées pour les exercices précédents. Ces règles concernent notamment, l'amortissement des biens acquis, des subventions d'équipement, la constatation selon le régime dit « budgétaire » de provisions pour créances douteuses et risques contentieux ; le rattachement des charges et des produits au titre de l'exercice. L'intégralité des opérations concernées est retracée dans le présent rapport.*

  La publicité du présent document sera conforme aux obligations du décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières.

SYNTHESE

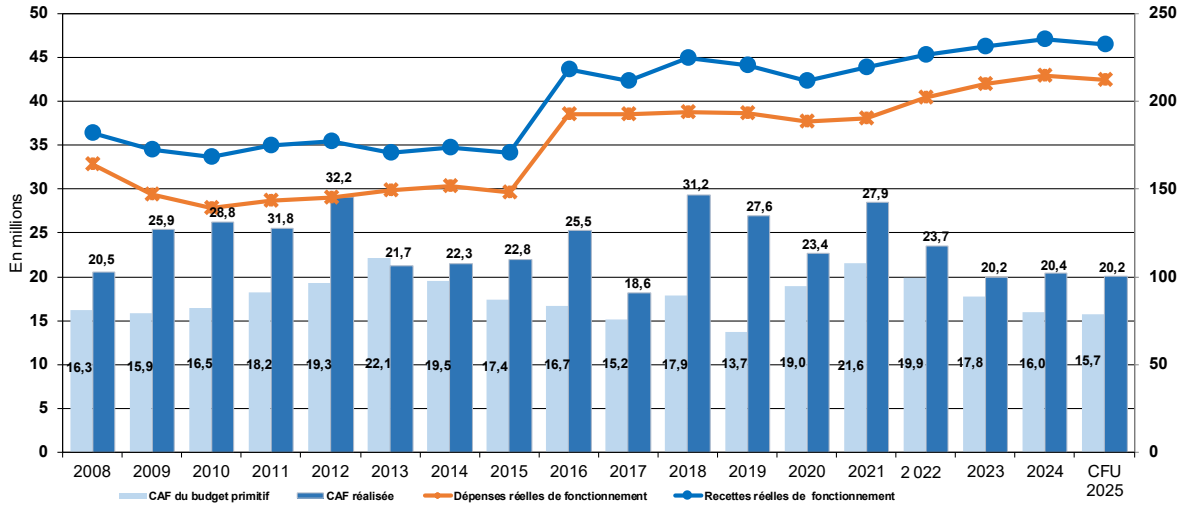
Le compte financier unique (CFU) pour l'exercice 2025 atteste d'une gestion financière rigoureuse de la ville de Boulogne-Billancourt et présente des résultats satisfaisants, **malgré les mesures de la loi de finance 2025 instaurant un prélèvement supplémentaire à certaines collectivités (DILICO), la suppression de la DCRTP ou l'augmentation du taux de cotisation CNRACL impactant les charges de personnel**.

En 2025, les recettes de fonctionnement ont diminué de 1,3% par rapport à 2024 et grâce aux économies de charges courantes et à la maitrise des charges de personnel, les dépenses de fonctionnement ont également baissé de 1,2%, permettant ainsi de maintenir un niveau d'épargne brute à 20 M€, sans augmentation des taux d'imposition. Pour la 16ème année consécutive, les taux communaux de fiscalité directe locale n'ont pas été augmentés, ce qui fait de Boulogne-Billancourt la grande ville avec le taux de taxe foncière le plus bas.

Les recettes réelles de fonctionnement 232,3 M€, en baisse de 1,3% par rapport à 2024 sont donc marquées par les mesures législatives (DILICO, DCRTP) mais également par la stabilité des recettes des impôts locaux, sans augmentation des taux, la baisse des DMTO de 11 % partiellement compensée par l'augmentation de 9 % des recettes des services et gestion du domaine qui reflète le dynamisme des activités municipales (petite enfance, centres de loisirs et études dirigées) et des chantiers.

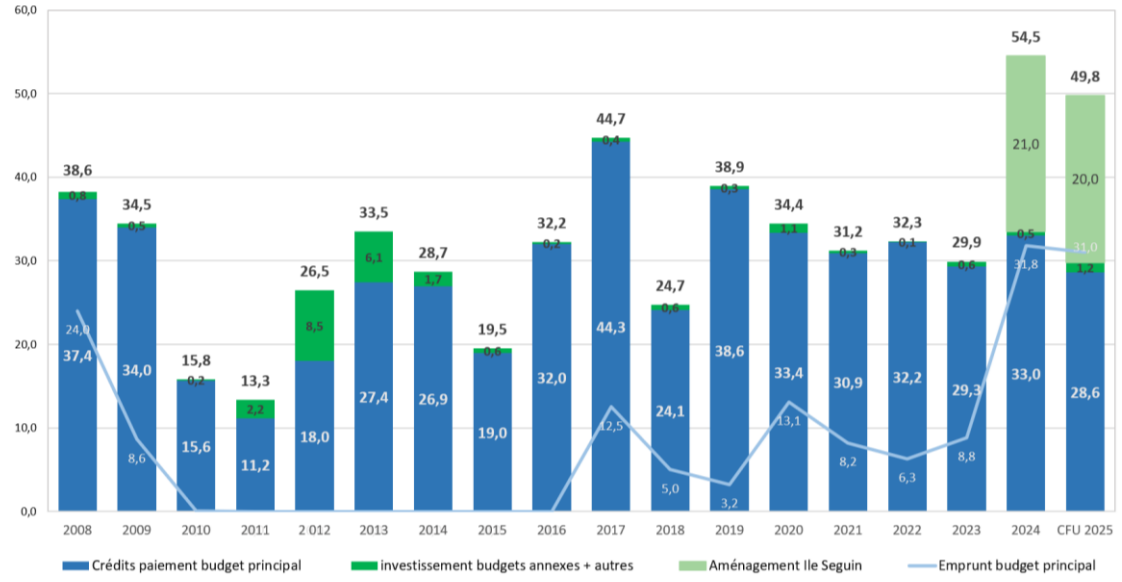
Les charges de fonctionnement 2025 s'élèvent à 212,2 M€ en baisse de 1,2 % et ont été contenues grâce à la maitrise des charges de personnel nettes en progression de 0,6% et **la baisse de 4,1% des charges courantes.**

Epargne brute de la Ville
Données consolidées yc travaux en régie (en M€)

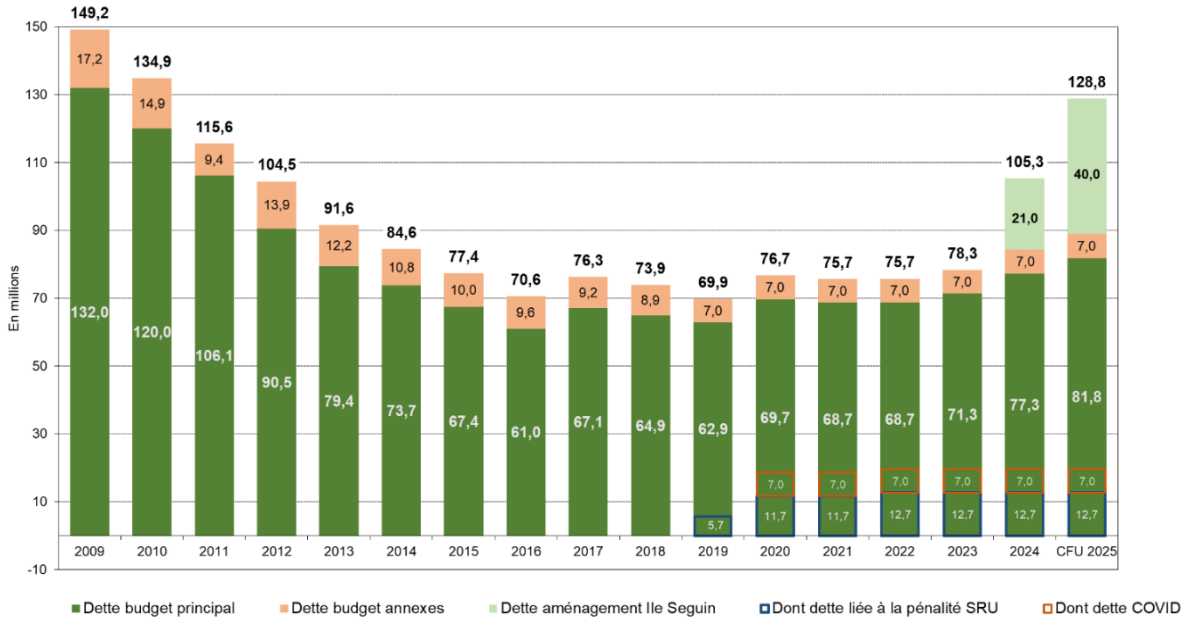


En 2025, les investissements s'élèvent à 28,6 M€, auxquels s'ajoutent 20 M€ de participation à l'aménagement de l'Ile Seguin, soit un montant total de 48,6 M€ pour le budget de la Ville. Les projets majeurs se sont poursuivis tels que la rénovation du groupe scolaire Ferdinand Buisson, la restauration de la Basilique Notre-Dame, l'aménagement du Pôle Jeunesse et Emploi, l'aménagement de locaux associatifs ou le projet de modernisation de médiathèques.

Investissements réalisés et besoin d'emprunt de la Ville
Données consolidées (en M€)



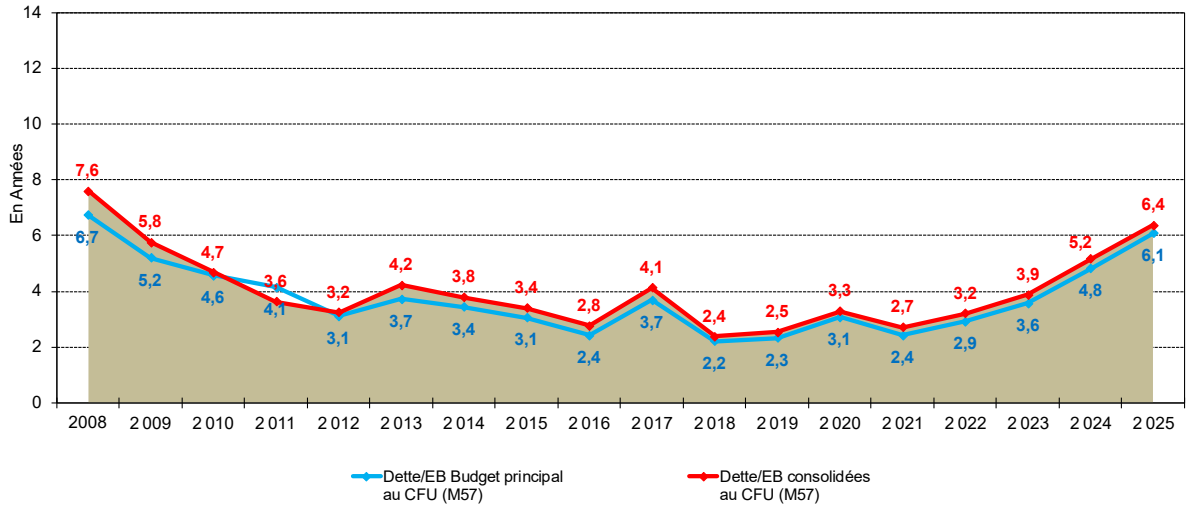
Evolution de l'encours de la dette de Ville
Données consolidées (en M€)



Le financement de l'aménagement de la partie centrale de l'Ile Seguin a imposé une augmentation de l'encours de dette tout en conservant une situation financière solide et une capacité de désendettement saine.

La dette consolidée au 31 décembre 2025 est de 128,8 M€ (121,8 M€ au budget principal et 7 M€ au budget annexe). **La capacité de désendettement consolidée est de 6,4 ans en 2025 (dont 6,1 ans sur le budget principal).**

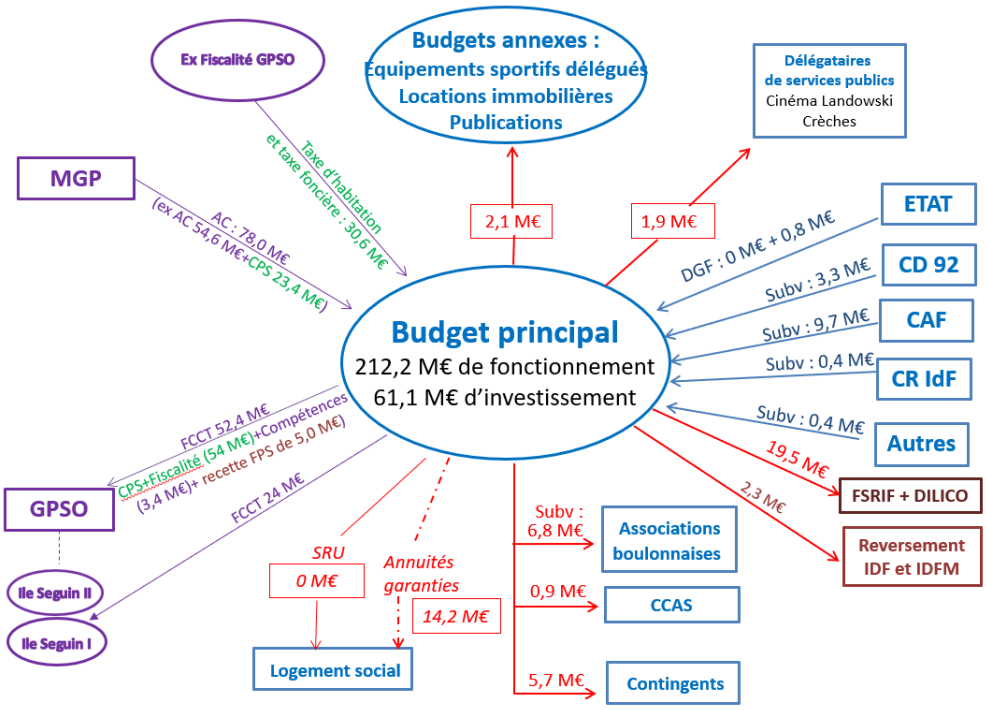
Evolution de la capacité de désendettement de la Ville
Données consolidées yc travaux en régie (en année)



L'exécution du budget principal de l'exercice 2025 dégage un excédent 17,4 M€.

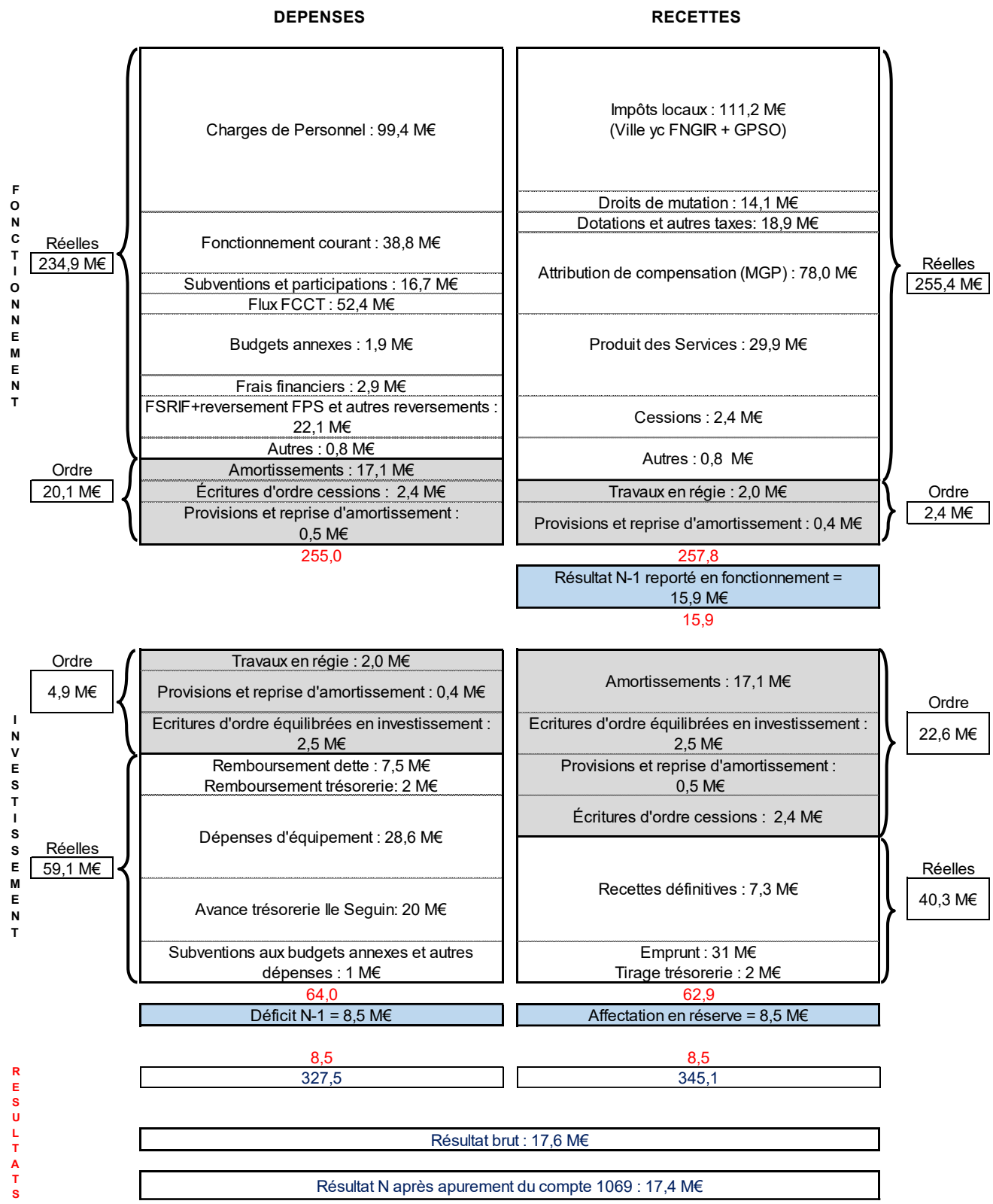
Après intégration des résultats des budgets annexes de 0,5 M€, le résultat net consolidé est de 18 M€.

En milliers €	2022	2023	2024	2025
Résultat net Budget principal (1)	**20 467**	**20 118**	**15 914**	**17 425**
Budgets annexes				
Publications	57	22	26	29
Locations immobilières	399	304	295	298
Equipements sportifs délégués (ex Piscine Patinoire)	176	331	124	214
Total Budgets annexes (2)	**632**	**657**	**445**	**541**
DISPONIBLE BUDGETAIRE TOTAL (1+2)	**21 099**	**20 775**	**16 360**	**17 966**

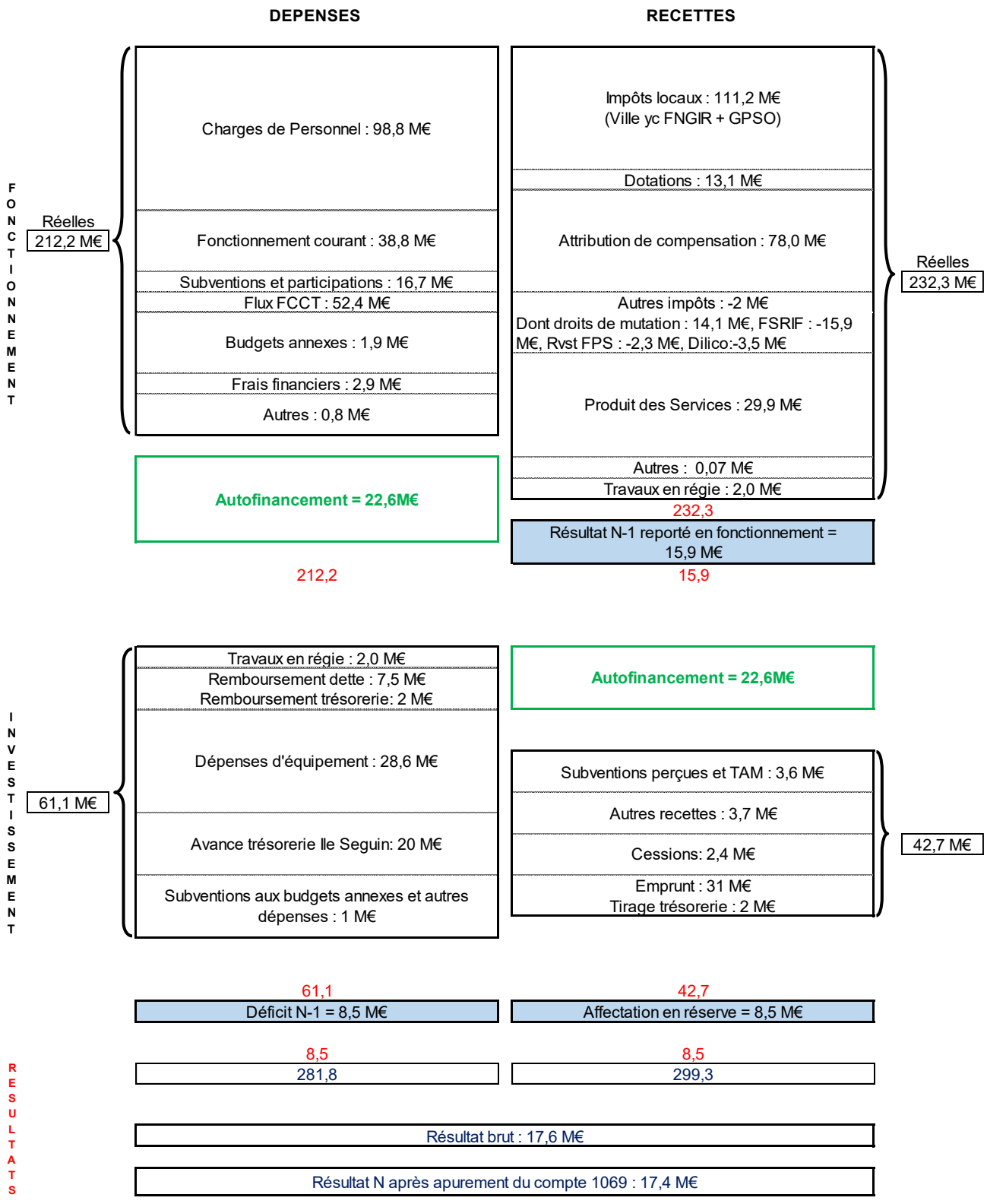


Compte Financier Unique 2025 (Présentation M57)

CFU 2025 - M57



Compte Financier Unique 2025 (Présentation DGFIP)



I. LE BUDGET PRINCIPAL (PRESENTATION DGFIP)

	en milliers €	BP 2025	DM 2025 yc reports	TOTAL BUDGET 2025	CFU 2025
FONCTIONNEMENT hors écritures d'ordre	Produits de fonctionnement réels (hors cessions, avec Tvx en régie)	232 226	-1 322	230 864	232 274
	Charges de fonctionnement réelles	216 528	-1 015	215 473	212 233
	Autofinancement (yc résultat N-1)	**15 698**	**-307**	**15 391**	**20 041**
	Dépenses réelles d'investissement hors dette (*)	67 275	-11 999	55 277	49 610
	dont CP	*66 290*	*-11 999*	*53 907*	*48 610*
	Amortissement de la dette (comptes 16 dont revolving)	14 067	42	17 025	9 506
INVESTISSEMENT - hors écritures d'ordre	Travaux en régie	3 000	0	3 000	2 006
	TOTAL DEPENSES	**84 343**	**-11 957**	**75 302**	**61 122**
	Recettes réelles d'investissement hors dette et subventions (*)	6 945	624	7 569	6 670
	Subventions d'investissement	4 051	-624	3 427	3 095
	Recettes d'emprunt (dont revolving)	41 734	-11 734	32 000	33 000
	TOTAL RECETTES	**52 730**	**-11 734**	**42 996**	**42 765**
	Besoin de financement	**-31 612**	**223**	**-32 305**	**-18 357**
	Affectation en réserves (recettes)	8 477	0	8 477	8 477
	Déficit /excédent d'investissement reporté	-8 477	0	-8 477	-8 477
	Résultat reporté de fonctionnement	15 914	0	15 914	15 914

(*) hors mouvements équilibrés en dépenses et en recettes

Résultat cumulé brut	**17 598**
Apurement compte 1069	-173
Résultat disponible	**17 425**

Deux décisions modificatives (DM) sont intervenues au cours de l'exercice 2025, le 25 septembre et le 4 décembre, pour :

- Ajuster les prévisions initiales du budget primitif conformément aux diverses notifications (recettes fiscales, FPIC, FSRIF, FCCT) ;
- Tenir compte de la baisse des recettes de DMTO ;
- Ajuster les dépenses d'électricité pour tenir compte de la baisse des prix et des évolutions de la taxation ;
- Tenir compte de la révision de l'échéancier des avances de trésorerie pour l'aménagement de l'Ile Seguin ;
- Intégrer les dépenses et les recettes supplémentaires.

A- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'exécution des crédits au titre de 2025 et des exercices antérieurs, présentée ci-après, correspond à l'ensemble des mandats de paiement et titres de recettes émis au cours de ceux-ci : les rattachements de charges et de produits sont donc intégrés.

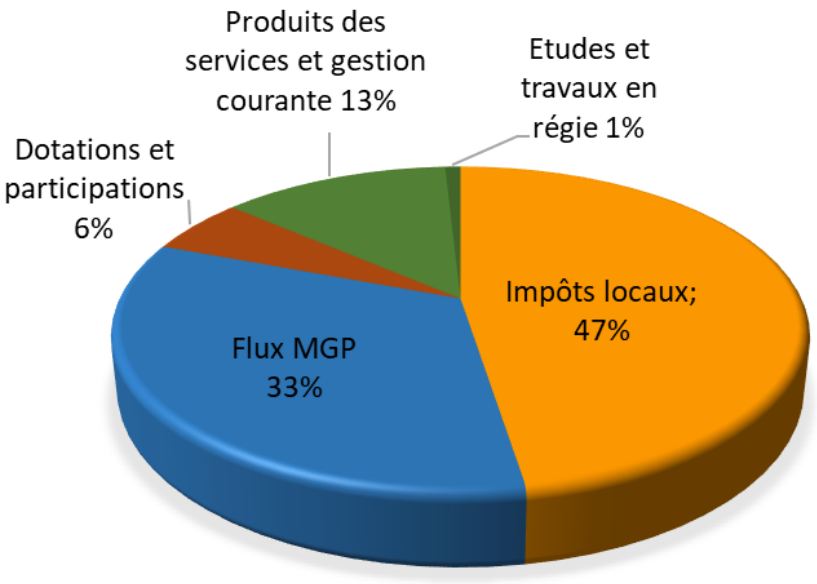
1. Les recettes de fonctionnement par nature (mouvements réels)

Les recettes réelles de fonctionnement (RRF – M57) sont arrêtées à 255 385 K€ au 31 décembre 2025. Cependant, les RRF qui correspondent aux montants bruts figurant dans la maquette budgétaire M57 ne fournissent pas directement l'information sur le niveau réel des recettes disponibles pour la Ville.

Tels que calculés par la **DGFIP, les produits de fonctionnement** (RRF M57 - retraitées du DILICO, du FPIC, du FSRIF, du prélèvement SRU, des atténuations de charges et des travaux en régie) s'établissent à **232 274 K€ en 2025**, contre **235 383 K€ en 2024**, soit une baisse de **de -1,3%, soit -3 108 K€**. Cette évolution résulte principalement de l'impact du prélèvement DILICO (-3 526 K€) et de la suppression de la DCRTP (- 1 112 K€), prévus par la loi de finances 2025, et d'une baisse des DMTO. La prise en charge du FPIC (+1 131 K€) par GPSO et la progression des produits des services (+9%) en atténuent les effets.
Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est de 100,6 %.

Sur ces 232 274 K€ de recettes, 54 037 K€ représentent des recettes reversées intégralement. Il s'agit de flux induits par la création de la Métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016 : compensation part salaire (CPS) et impôts ménages. Ces recettes augmentent artificiellement les produits et elles ne sont pas retraitées par la DGFIP. Le **panier de recettes à la disposition de l'équipe municipale** n'est donc que de **178 237 K€** contre 182 250 K€ en 2024, soit une baisse de -2,2%.

Produits de fonctionnement réels 2025



La synthèse de l'évolution des produits de fonctionnement est retracée dans le tableau ci-après.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025 (*)	Budget total 2025	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé. en % CFU 2025/ Budget total 2025
Impôts locaux	104 855	108 146	111 147	112 525	112 525	111 207	0,1%	98,8%
Flux MGP	78 034	78 034	78 034	78 034	78 034	78 034	0,0%	100,0%
Dotation de solidarité MGP		347					ns	ns
Autres impôts et taxes	3 410	538	2 027	-2 426	-4 018	-2 087	-202,9%	51,9%
Dotations et participations	12 045	12 747	14 518	12 943	12 943	13 104	-9,7%	101,2%
Produits des services et gestion courante	25 431	28 407	27 471	28 150	28 380	29 937	9,0%	105,5%
Produits financiers	-	254	64	-	-	74	16,3%	ns
Etudes et travaux en régie	2 152	2 251	2 121	3 000	3 000	2 006	-5,4%	66,9%
Total produits de fonctionnement réels (hors cessions)	**225 926**	**230 725**	**235 383**	**232 226**	**230 864**	**232 274**	-1,3%	100,6%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

NB : les produits de cessions d'actifs sont inscrits en section d'investissement lors du vote du budget ; leur réalisation, constatée au compte financier unique, s'impute en section de fonctionnement.

Les produits de fonctionnement ont diminué de 3,1 M€ en 2025 par rapport à 2024. Les principales variations sont les suivantes avec des effets contraires selon le type de recettes :

- Une stabilité des impôts locaux avec une dynamique fiscale de la TFB annulée par la baisse du produit de THRS ;
- Une baisse des recettes des impôts et taxes en raison du prélèvement institué dans le cadre du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO) à hauteur de -3,5 M€, compensé partiellement par la prise en charge par GPSO de l'intégralité de la cotisation du bloc communal au FPIC, (+1,1 M€), ainsi que d'une baisse des DMTO (-1,8 M€) ;
- Une baisse des dotations et participations, principalement due à la perte de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) pour la Ville (1,1 M€ en 2024).

a. Les impôts locaux

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé. en % CFU 2025/ Budget total 2025
Produit de la fiscalité directe (part Ville)	74461	76250	78 876	79 460	79 460	78 031	-1,1%	98,2%
dont rôles supplémentaires	*197*	*212*	*259*	*250*	*250*	*383*	48,1%	153,4%
Fiscalité directe (part GPSO)	27829	29331	29 706	30 500	30 500	30 610	3,0%	100,4%
Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)	2565	2565	2 565	2 565	2 565	2 565	0,0%	100,0%
Total recettes fiscales	**104 855**	**108 146**	**111 147**	**112 525**	**112 525**	**111 207**	0,1%	98,8%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

En 2025, le produit de la fiscalité directe locale s'est établi à **108 642 K€** contre 108 582 K€ en 2024, soit une augmentation de 0,1 % (+60 K€), et ce, sans hausse des taux d'imposition pour la seizième année consécutive. Cette stabilité des taux inclut la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), permettant à la Ville d'afficher les taux les plus bas parmi les communes de plus de 100 000 habitants.

Les recettes de taxe foncière ont progressé de 2,7 %, soit + 2 711 K€ par rapport à 2024 tandis que les recettes de THRS diminuent de 31% soit une perte de produit de -2 654 K€ par rapport à 2024.

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties** : Les bases physiques ont progressé de 2,6 % en 2025 uniquement impactées par le coefficient de révision des bases réglementaire de 1,7% pour les habitations et de 2,1% selon la révision de la grille tarifaire pour les locaux professionnels et par la variation des bases physiques de 0,8%.

- **Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)** : Les bases définitives de THRS sont inférieures aux bases prévisionnelles notifiées dans l'état 1259 de mars 2025 et sont impactées par deux facteurs : depuis 2023, le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires a fortement varié résultant d'erreurs déclaratives, via le dispositif « Gérer mes biens immobiliers ». Les contribuables indument taxés ont fait l'objet d'un remboursement de la part de la DGFIP, qui a procédé en parallèle à la mise à jour des bases. Par ailleurs la réforme de recentrage de la THRS sur les seuls locaux d'habitation prévue par la LFI 2025, faisant l'objet d'une compensation de 551 K€, impacte également à la baisse les bases de THRS. Ainsi en 2025, la fiabilisation progressive des déclarations et la réforme de recentrage entrainent une baisse de 37 % des bases de THRS de la Ville par rapport à 2024. La baisse des bases s'explique par les mesures correctives pour 70% et la mesure de recentrage pour 30%.

- **Compensation pour la suppression de la taxe d'habitation** : La compensation versée par l'État a progressé de 2,7%, dans les mêmes proportions que les recettes de taxe foncière passant de 31 271 K€ en 2024 à 32 100 K€ en 2025. Pour mémoire, depuis la suppression totale de la taxe d'habitation sur les résidences principales en 2023, l'État compense les pertes pour les collectivités via un mécanisme correcteur. Ce « coefficient correcteur » (ou « Coco ») s'applique chaque année aux recettes de taxe foncière communale et évolue avec les bases d'imposition.

- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties** : le produit est stable à 151 K€ pour 2025.

Impôts directs en milliers €	**Taxe d'habitation sur les résidences secondaires**	**Taxe sur le foncier non bâti**	**Taxe sur le foncier bâti**	**Total**
Bases définitives 2024	35 410	1 523	452 516	489 449
Bases définitives 2025	22 366	1 543	464 356	488 266
% Evolution	-36,8%	1,3%	2,6%	-0,2%
Taux Ville + GPSO + CD92 pour TF	**17,87%**	**9,78%**	**15,09%**	
Produit rôles généraux Ville + GPSO	3 997	151	70 071	74 219
Produit majoration 50%	1 918			1 918
Compensation de la suppression de la TH			32 100	32 100
Lissage			-22	-22
Rôles complémentaires			43	43
Rôles supplémentaires			383	383
Total produit de la fiscalité directe	**5 915**	**151**	**102 576**	**108 642**
Allocations compensatrices				889
Total des impôts directs				**109 531**

Variation CFU 2025/CFU 2024	-2 653	2	2 711	60
Variation en %	-31,0%	1,3%	2,7%	0,1%

Les taux communaux des taxes ménages en 2025 sont stables pour la 16ème année consécutive. Ce choix de la stabilité fiscale permet à la Ville de continuer à afficher les taux les plus bas des grandes villes de France.

Boulogne-Billancourt figure à la première place des grandes villes les moins imposées de France. Son taux de taxe foncière de 15,09% place notre Ville seule en tête du classement des taux d'imposition les plus bas.

Le produit total de la fiscalité directe locale se répartit comme suit :

- La part Ville pour un montant total de 80 597 K€, comprenant :
    - La fiscalité directe locale pour 78 031 K€ ;
    - Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) pour 2 565 K€ stable depuis plusieurs années.
- La part reversée à l'établissement public territorial GPSO pour 30 610 K€. Cette part collectée par la Ville pour le compte de GPSO est intégralement reversée via le fonds de compensation des charges transférées (FCCT).

b. Les flux de recettes liés à la Métropole du Grand Paris (MGP)

L'attribution de compensation (AC) métropolitaine pour la Ville est de 78 034 K€. Elle est composée de l'attribution de compensation 2015 de l'ex-communauté d'agglomération GPSO pour 54 607 K€ et de la compensation parts salaires (CPS) perçue antérieurement par la communauté d'agglomération GPSO de 23 427 K€. Ces flux sont la conséquence de la création de la Métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU2024	Exé. en % CFU 2025/ Budget total 2025
Attribution de compensation	54 607	54 607	54 607	54 607	54 607	54 607	0,0%	100 %
Compensation parts salaires	23 427	23 427	23 427	23 427	23 427	23 427	0,0%	100 %
TOTAL flux recettes MGP	**78 034**	**78 034**	**78 034**	**78 034**	**78 034**	**78 034**	0,0%	100 %

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

c. Les autres impôts et taxes

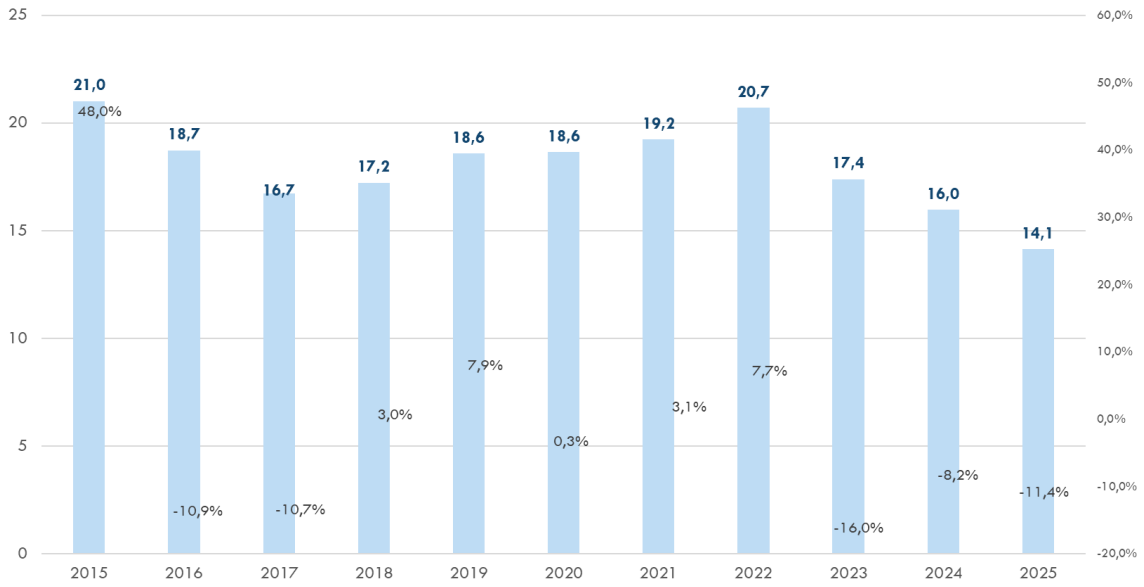
En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025(*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé. en % CFU 2025/ Budget total 2025
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE)	1 954	2 006	3 559	2 500	2 500	2 995	-15,8%	119,8%
Autres impôts et taxes indirectes	1 911	2 733	2 664	2 598	2 598	2 850	7,0%	109,7%
Droits de mutation	20 695	17 438	15 955	16 000	13 000	14 134	-11,4%	108,7%
Total recettes	**24 560**	**22 177**	**22 178**	**21 098**	**18 098**	**19 979**	-9,9%	110,4%
FPIC	-1 186	-1 164	-1 131	-1 153	0	0	-100,0%	ns
FSRIF	-14 583	-15 998	-15 736	-16 050	-15 937	-15 937	1,3%	100,0%
Fonds de réserve (DILICO)			0	-3 465	-3 526	-3 526	ns	100,0%
Prélèvement SRU	-965	0	0	0	0	0	ns	ns
Reversement amendes de police	-4 087	-3 753	-2 777	-2 555	-2 313	-2 313	-16,7%	100,0%
Autres reversements et restitutions sur impôts et taxes	-328	-724	-507	-300	-340	-290	-42,8%	85,3%
Total prélèvements	**-21 150**	**-21 639**	**-20 151**	**-23 524**	**-22 116**	**-22 066**	9,5%	99,8%
Total autres impôts et taxes	**3 410**	**538**	**2 027**	**-2 426**	**-4 018**	**-2 087**	-202,9%	51,9%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

En 2025, le solde entre les produits de la fiscalité indirecte et les prélèvements et reversements est déficitaire de **-2 087 K€**. Ce résultat négatif en variation de -4 111 K€ s'explique principalement par :

- Le prélèvement mis en place par la loi de finances 2025 : le **dispositif de lissage conjoncturel** (DILICO) des recettes fiscales versées aux collectivités territoriales correspond pour la Ville en 2025 à un prélèvement de **-3 526 K€** ;
- La prise en charge de la part communale du FPIC par GPSO pour **+ 1 131 K€** ;
- Le recul des produits issus des **droits de mutation** de **-1 821 K€** par rapport à 2024. Les droits de mutation affichent une baisse de **-11,4 %**, mais traduisent en fait une embellie immobilière, sans bénéficier de transactions exceptionnelles de cessions de fonds de commerce d'activité économique en 2024. En 2025, hors transactions exceptionnelles, les DMTO ont progressé de 23% par rapport à 2024. La Ville a perçu un total de **14 134 K€**, un montant supérieur aux prévisions prudentes actualisées à la DM1 du 25 septembre 2025 à 13 000 K€, mais en recul par rapport aux niveaux constatés les années précédentes.

Evolution des produits de DMTO 2015-2025 (M€)



- Le produit de la **TICFE** s'établit à **2 995 K€** en 2025 contre **3 559 K€** en 2024, soit une baisse de -15,8%. Cette taxe, introduite par la réforme de 2023, remplace la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) avec de nouvelles modalités de perception et des mécanismes compensatoires. L'exercice 2024 avait été marqué par des régularisations exceptionnelles au titre de l'année 2023. Le niveau constaté en 2025 (qui intègre le solde 2024 et trois acomptes au titre de 2025) correspond à l'exécution « classique » d'un exercice.

En parallèle, les recettes issues des **autres impôts et taxes indirectes** progressent de **7%**, passant de 2 664 K€ en 2024 à **2 850 K€** en 2025. Cette évolution résulte notamment des dynamiques suivantes :

- Le produit de la taxe de séjour atteint **1 376 K€** en 2025. Ce produit correspond aux encaissements relatifs au second semestre 2024 et au premier semestre 2025 (à l'exception de la plateforme Airbnb dont la taxe a déjà été collectée au titre du 2ème semestre 2025). Cette taxe progresse de 7% par rapport à la période de collecte précédente, liée à la révision annuelle des tarifs et à la croissance du secteur hôtelier sur la Ville ;
- Le produit des droits de places des marchés alimentaires dont le montant est de **1 034 K€** en 2025 contre 864 K€ en 2024, soit +20% de progression du fait des revalorisations tarifaires et d'encaissements de fin d'année 2024 sur l'exercice 2025 ;
- La taxe sur la publicité extérieure pour un montant de **319 K€**, en baisse de 18% par rapport à 2024, année marquée par les recettes liées Jeux olympiques ;
- Le produit de la taxe sur les déchets est stable à **121 K€** en 2025 contre 129 K€ en 2024.

Les recettes fiscales font l'objet de **divers prélèvements**. En 2025, le montant total des prélèvements s'élève à **22 066 K€** contre 20 151 K€ en 2024 soit une hausse de 1 915 K€. Cette hausse s'explique principalement par l'évolution des prélèvements suivants :

- Le **fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF)** est en hausse de 1,3%, passant de 15 736 K€ en 2024 à **15 937 K€** en 2025 ;
- La participation au **fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), prévue au BP 2025 à 1 153 K€**, a été intégralement prise en charge par GPSO en 2025 pour soutenir les communes impactées par le DILICO ;
- **Le fonds de réserve (DILICO),** instauré par la loi de finances 2025, prévoit un dispositif de lissage conjecturel des recettes fiscales versées par les collectivités territoriales à hauteur d'1 Md€ au niveau national. Pour les communes, la contribution est calculée sur la base d'un indice composé à 75% du potentiel financier et à 25% du revenu moyen par habitant, dans la limite de 2% des recettes réelles de

fonctionnement. Pour la Ville, le montant s'est élevé à **3 526 K€** en 2025, avec un remboursement prévu à hauteur de 90% sur trois ans à compter de 2026 ;

- **Le reversement lié aux amendes de police** : la part versée à la région Île-de-France et à Île-France Mobilités dans le cadre du stationnement payant réformé depuis janvier 2018, diminue en 2025 de par l'augmentation des recettes induites par les amendes perçues en N-2 (2023) renforcées par la vidéoverbalisation.
- **Les taxes funéraires reversées au CCAS** : 290 K€ liés aux renouvellements de concessions arrivées à échéance (80 % des recettes sont reversées au CCAS).

d. Les dotations et participations

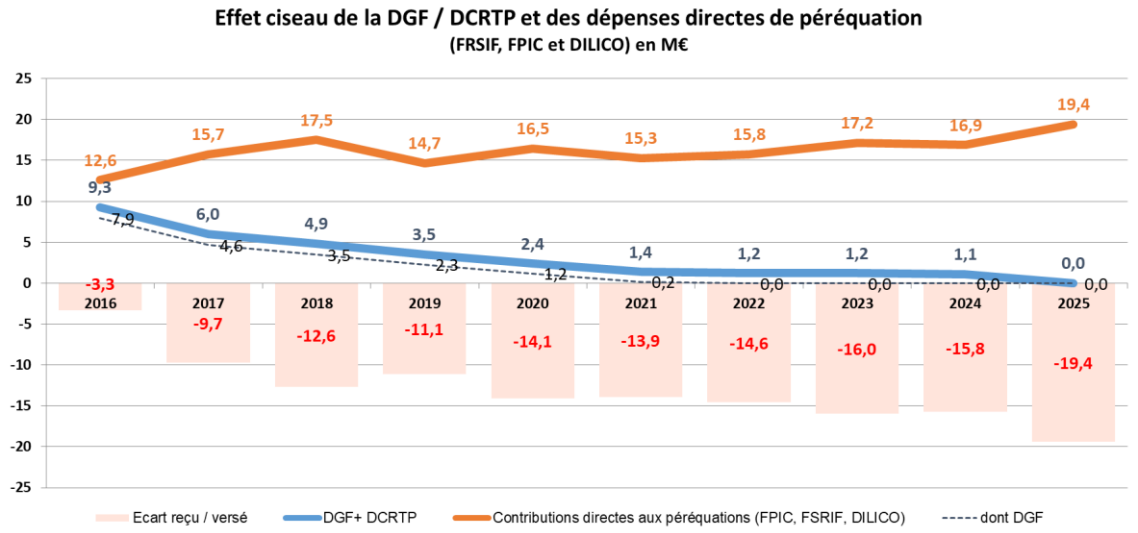
En 2025, les dotations et participations diminuent de -9,7% par rapport à 2024 soit **13 103 K€** contre 14 518 K€.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
DGF	0	0	52	0	0	31	-41,0%	ns
Allocations compensatrices	286	306	317	305	305	889	180,9%	291,6%
DCRTP	1 196	1 196	1 112	0	0	0	-100,0%	ns
Autres dotations et participations	10 564	11 245	13 037	12 638	12 638	12 183	-6,6%	96,4%
TOTAL	**12 045**	**12 747**	**14 518**	**12 943**	**12 943**	**13 103**	**-9,7%**	**101,2%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Depuis 2021, la ville de Boulogne-Billancourt **ne perçoit plus de dotation globale de fonctionnement (DGF)** du fait de la réduction de l'enveloppe forfaitaire. Les montants de DGF perçus en 2024 (52 K€) et 2025 (31 K€) correspondent à des remboursements des charges salariales syndicales relatives aux personnels mis à disposition de syndicats.
En 2025, comme prévu par la loi de finance 2025, la Ville ne perçoit plus de dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), encore de 1 112 K€ en 2024.

Ainsi depuis 2015, le solde DGF, FPIC, FSRIF, DCRTP, et DILICO est négatif et l'écart continue de s'accroître. La Ville contribue plus au financement des autres villes qu'elle ne reçoit de contributions de l'État pour couvrir les coûts des missions qu'elle effectue en son nom : le solde est de -19,4 M€, contre -15,8 M€ en 2024 du fait du prélèvement du DILICO et de la suppression de la DCRTP.



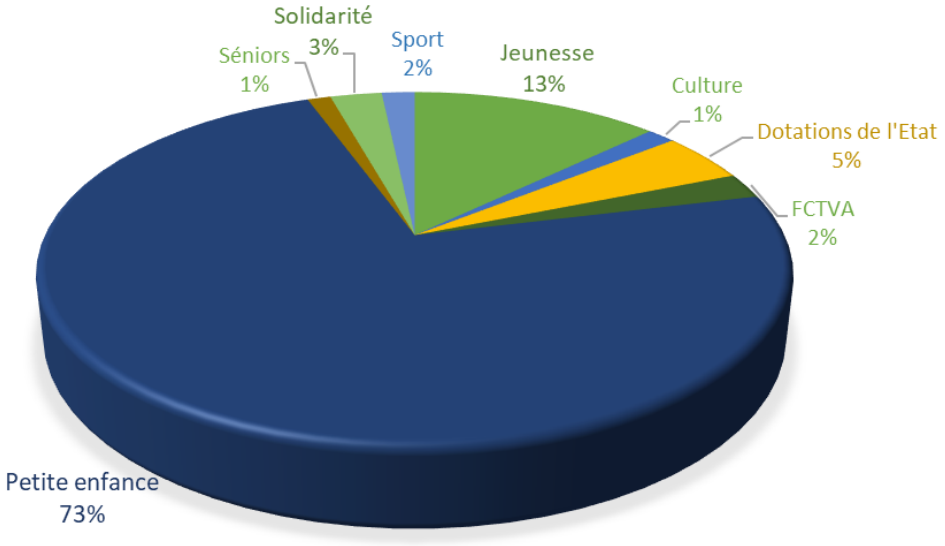
Les **allocations compensatrices** augmentent en 2025 du fait de la compensation par l'Etat du recentrage de la taxe d'habitation sur les seules résidences secondaires inscrit dans la loi de finances 2025 de 551 K€ qui s'ajoute aux autres allocations compensatrices pour un montant total de 889 K€ contre 305 K€ en 2024.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
Taxe d'habitation	0	0	0	0	0	551	ns	ns
Taxes foncières	67	71	81	65	65	94	16,6%	144,1%
TF - exonérations sur établissements industriels	219	235	235	240	240	244	3,9%	101,8%
Taxe professionnelle	0	0	0	ns	ns	0	ns	ns
Total allocations compensatrices	**286**	**306**	**317**	**305**	**305**	**889**	**182,0%**	**291,5%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Les autres dotations et participations perçues s'élèvent en 2025 à **12 183 K€** et correspondent aux participations versées par l'État et aux subventions de fonctionnement versées par les partenaires institutionnels de la Ville, principalement la Caisse d'allocations familiales et le département des Hauts-de-Seine. Ce poste enregistre une baisse de -6,6 % (-770,6 K€) par rapport à 2024 résultant de facteurs différenciés selon les secteurs.

Répartition des dotations et participation par secteur



Les participations se répartissent comme suit :

- Les participations de la **Caisse d'allocations familiales** au titre de la prestation de service unique et du bonus territoire **(9 529 K€)** sont versées principalement en faveur de la petite enfance et de la jeunesse. Les prestations CAF en faveur de la petite enfance ont progressé en 2025 du fait de la mise en place du bonus attractivité et d'un taux d'occupation satisfaisant. Pour le secteur de la jeunesse, la diminution des prestations s'explique par une régularisation par la CAF sur l'exercice 2024 de participations au titre de l'accueil pendant la pause méridienne qui n'avaient pas été versées sur les exercices antérieurs.
- Les subventions du **Conseil départemental** des Hauts-de-Seine (**1 687 K€**), dont 1 679 K€ sont perçus au titre du contrat de développement 2025-2027 qui couvre les secteurs de la petite enfance, de la gérontologie, de la culture, du sport et le CLSPD. En complément du contrat, 7 K€ de subvention sont versés pour l'organisation du forum des aidants.

- **Les autres dotations de l'Etat pour 342 K€** correspondent à la dotation « titres sécurisés » pour 261 K€ pour l'activité des neuf stations biométriques installées à ce jour [1], à la dotation spéciale pour le logement des instituteurs pour 7 K€, à la dotation de recensement pour 23 K€, au dispositif colos apprenantes pour 30 K€, à la dotation de compensation pour perte de TADE pour 14 K€ et à des participations diverses dans les secteurs de la solidarité et de la sécurité pour 6K€ ;
- **La subvention du Conseil régional pour 7,5 K€** pour l'organisation du salon du livre ;
- **La dotation générale de décentralisation** (DGD hygiène et santé) pour **246 K€** ;
- **Le volet fonctionnement du FCTVA (282 K€**) correspondant aux dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics ;
- **Les autres participations (91 K€)** correspondent au remboursement par le CIG des décharges pour activités syndicales (62 K€), au remboursement de taxe sur spectacles par l'association pour le soutien au théâtre privé (ASTP) (6 K€), à la contribution versée par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) (15 K€), et au droit de tirage du Carré Belle-Feuille (6 K€).

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024
Subventions de la Caisse d'Allocations Familiales	**7 416**	**8 571**	**9 915**	**9 529**	**-4%**
Petite enfance	5 691	6 917	6 667	7 784	17%
Enfance jeunesse	1 713	1 504	3 139	1 534	-51%
Social	12	150	110	210	91%
Subventions du Conseil départemental	**2 231**	**1 840**	**1 954**	**1 687**	**-14%**
Petite enfance	1 247	1 266	1 334	1 142	-14%
Culture	58	56	62	62	1%
Éducation – santé – social – jeunesse	40	40	32	0	-47%
Politique de la ville - sécurité	17	15	21	17	-100%
Subventions associations contrat de développement	455	462	505	465	-8%
Subvention exceptionnelle crise COVID	414	-	0	0	ns
Subventions de l'État	**219**	**286**	**400**	**342**	**-15%**
Dotation spéciale instituteurs	17	14	14	8	-40%
Dotation titres sécurisés	111	162	241	261	8%
Dotation recensement	23	24	24	24	-3%
Dotation élections	40	17	47	0	-100%
Éducation – santé - social	14	3	31	3	-92%
Culture	-	17	6	0	-100%
Jeunesse	-	37	26	31	23%
Compensation pour perte de TADE	14	12	11	14	29%
Subventions du Conseil régional	**8**	**17**	**22**	**8**	**-65%**
FCTVA	283	285	274	282	3%
Dotation globale de décentralisation	246	246	246	246	0%
Autres participations (FIPHFP, CIG)	161	-	227	91	-60%
Total autres dotations et participations	**10 564**	**11 245**	**13 037**	**12 183**	**-7%**

[1] la mise en application du décret n°2024-792 du 11 juillet 2024, codifié à l'article D.2335-23 du CGT prévoit le versement d'une part forfaitaire de 9 000 € par station installée, majorée pour chaque station ayant enregistré plus de 1 876 demandes de passeports et de cartes nationales d'identité au cours de l'année précédente.

e. Les produits des services et de gestion courante

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
Remboursement de frais par GPSO	1 978	1 713	1 711	1 754	1 984	1 841	7,6%	92,8%
Produits des activités tarifées	15 124	18 742	18 430	19 470	19 460	19 552	6,1%	100,5%
Revenus locatifs (immeubles et salles)	1 366	1 410	1 491	1 759	1 759	1 840	23,4%	104,6%
Redevances (dont chantiers et commerces)	4 196	3 995	4 156	3 730	3 730	4 771	14,8%	127,9%
Refacturations frais et personnel	714	648	617	603	603	679	10,1%	112,8%
Redevances (DSP)	542	615	445	530	530	620	39,2%	117,0%
Recettes exceptionnelles (indemnités, assurances etc.)	1 510	1 283	621	304	314	633	1,9%	201,7%
TOTAL	**25 431**	**28 407**	**27 471**	**28 150**	**28 380**	**29 937**	9,0%	105,5%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Entre 2024 et 2025, les produits de services et de gestion courante ont progressé de **27 471 K€** à **29 937 K€**, soit une hausse de **9 %.**

Le **remboursement de frais par GPSO** progresse **de 130 K€ (+7,6%),** principalement en raison de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de personnel ASVP, qui intègre l'augmentation du temps dédié aux missions de contrôle de stationnement payant et la gestion des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO).

Les **produits des activités tarifées** (restauration scolaire, périscolaire, séjours, culture, *etc.*) s'élèvent à **19 552 K€** contre 18 430 K€ en 2024, soit une hausse de 6,1 %. Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des recettes des services associés à la jeunesse et la scolarité (séjours de vacances, centres loisirs, ateliers artistiques, études dirigés, classes découvertes).

Les recettes de restauration restent stables (+1%), l'augmentation mesurée des tarifs étant annulée par la légère baisse des volumes (-2,5%).

Les recettes de facturation du secteur de la petite enfance progressent de 14% du fait de deux déplafonnements de barèmes effectués par la CAF en 2024 et 2025 qui augmentent la part refacturée aux familles et baissent la dotation de la CAF à la Ville.

L'attractivité des activités organisées par les clubs seniors entraine une progression des recettes de 12%.

Les autres activités des cinémas, musées, médiathèques et de l'école municipale des sports restent globalement stables.

Les **revenus locatifs** progressent de **23,4 %**, atteignant **1 840 K€**. Les revenus locatifs liés aux immeubles s'élèvent à 1 540 K€, en hausse de 29%. Cette évolution s'explique notamment par des régularisations de charges et l'accueil de nouvelles associations, telle que Seine Ouest Entreprise et Emploi au sein du pôle Jeunesse et Emploi en novembre 2025. Les recettes de location de salles sont stables et représentent 300 K€.

Les **diverses redevances** enregistrent une hausse de **14,8 %,** atteignant **4 771 K€**. Elles sont composées des redevances liées aux chantiers (3 197 K€), à l'occupation du domaine public par les commerces (1 195 K€), aux services funéraires (362 K€) et aux tournages (17 K€).

Les **refacturations de frais et de personnel** auprès du CCAS, de l'OTBB et d'associations réalisées à l'euro près, s'élèvent à 679 K€.

Les **redevances d'occupation du domaine public versées par les titulaires de délégations de service public (DSP)**, SIPPEREC et IDEX, s'élèvent à 620 K€ contre 445 K€ en 2024. Cette augmentation s'explique par le décalage de l'encaissement du solde 2024 qui est intervenu en 2025.

Enfin, le poste de recettes exceptionnelles de 633 K€ intègre entre autres les remboursements des indemnités des sinistres (544 K€) et des dégrèvements de taxes (87 K€).

f. Les études et travaux en régie

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP2025	Budget total 2025(*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
Travaux en régie	2 152	2 251	2 121	3 000	3 000	2 006	-5,4%	66,9%
Total travaux en régie	**2 152**	**2 251**	**2 121**	**3 000**	**3 000**	**2 006**	-5,4%	66,9%

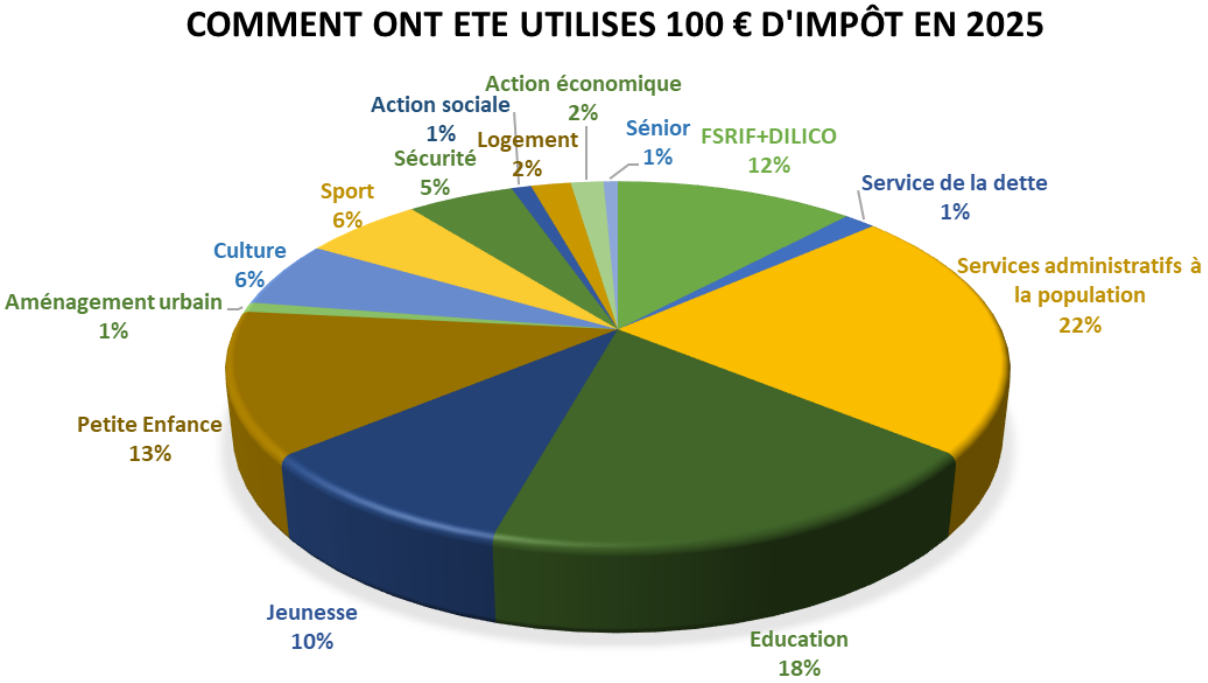
(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Dans tous les rapports et les statistiques de la DGFIP et de la Cour des Comptes, les travaux en régie sont retraités de la section de fonctionnement en recettes afin d'être comptabilisés en dépenses en section d'investissement. Pour information, les travaux en régie correspondent à des immobilisations que la collectivité crée pour elle-même.

En 2025, la Ville a réalisé des études et des travaux en régie pour un montant total de **2 006 K€.**

***

Sur 100 € d'impôts perçus en 2025, 86,5 € ont été dépensés pour des services à destination des Boulonnais, 11,9 € pour la péréquation et des reversements à Ile-de-France mobilités, et 1,6 € pour les frais financiers.



2. Les dépenses de fonctionnement par nature (mouvements réels)

Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF-M57) s'élèvent à 234 914 K€ au 31 décembre 2025. Cependant, les DRF correspondant aux montants bruts figurant dans la maquette budgétaire M57 ne fournissent pas directement l'information sur le niveau réel des dépenses portées par la Ville.

Telles que calculées par la **DGFIP, les charges de fonctionnement** (DRF M57 - retraitées du FPIC, du FSRIF, des atténuations de produits) s'élèvent à **212 233 K€ et diminuent de -1,2 %, soit -2 680 K€** entre 2024 et 2025. Cette baisse est la combinaison des efforts de gestion opérés sur les charges courantes et de la baisse du coût d'énergie, qui revient à un niveau d'avant crise.

Sur ces **212 233 K€** de dépenses, 54 037 K€ représentent des reversements de recettes à l'euro l'euro. Il s'agit de flux générés par la création de la Métropole du Grand Paris en 2016 : CPS et impôts ménages. Ces dépenses augmentent artificiellement les charges et elles ne sont pas retraitées par la DGFIP. Le **panier de dépenses** de la Ville **comparable** à celui des autres villes de la strate (en dehors du périmètre de la MGP) n'est donc que de **158 196 K€** *vs* 161 780 K€ en 2024, **soit une baisse de -2,2 %.**

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025(*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
Charges de personnel nettes	91 712	95 032	98 189	100 048	100 020	98 785	0,6%	98,8%
Charges courantes	36 294	39 504	40 431	40 427	40 036	38 760	-4,1%	96,8%
Subventions, contingents	69 351	70 501	70 750	69 563	69 247	69 099	-2,3%	99,8%
Charges financières (dont swap)	1 779	2 290	2 431	3 707	3 307	2 886	18,7%	87,3%
Charges spécifiques	683	972	872	837	917	814	-6,7%	88,8%
Subventions aux budgets annexes	2 544	2 436	2 240	1 946	1 946	1 890	-15,6%	97,1%
Total dépenses réelles de fonctionnement	**202 363**	**210 732**	**214 913**	**216 528**	**215 473**	**212 233**	**-1,2%**	**98,5%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

a. Les charges de personnel nettes

En 2025, les charges de personnel nettes augmentent de 0,6% par rapport au CFU 2024, passant de 98 189 K€ en 2024 à **98 785 K€**, soit + 596 K€. L'année 2025 a été marquée par les mesures réglementaires et spécifiques à la Ville, atténuées grâce aux économies réalisées.

Les mesures réglementaires incompressibles pèsent pour **2,2 M€** dont :

- L'augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) qui vise à assurer la continuité du système de retraites face à l'évolution démographique et à l'allongement des carrières. **Le taux CNRACL augmente de trois points chaque année de 2025 jusqu'en 2028 pour un coût de 0,9 M€ par an.** Cela représentera une hausse de 12 points sur 4 ans sans compensation ;
- Le rétablissement aux taux normal de l'URSSAF Maladie pour le régime spécial CNRACL au 1er janvier 2025 à hauteur de **0,3 M€** ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (avancement d'échelon), les avancements de grade et promotion interne pour un montant de **0,6 M€** ;
- Les élections législatives partielles (2 tours) de février 2025 pour un coût de **0,4 M€.**

Les mesures spécifiques décidées par la collectivité pour répondre aux besoins des activités et renforcer son attractivité dans un contexte de fortes tensions sur le marché de l'emploi pour certaines professions s'élèvent à **0,9 M€** :

- Dans le secteur de la Petite enfance, la Ville a décidé d'instaurer le bonus d'activité en 2024 pour le personnel d'encadrement dans un premier temps, puis d'étendre ce dispositif en 2025 au personnel au contact des enfants. Ce dispositif qui s'adresse aux crèches publiques et privées financées par la

Prestation de Service Unique (PSU), prévoit une revalorisation salariale dont le montant est de 100 € net minimum dans le secteur public. Cette attribution relevant de la décision des employeurs territoriaux est subventionnée par la branche famille de la Sécurité Sociale, *via* une aide versée par la CAF, à hauteur de 66 %.
Pour la seule année 2025, le surcoût est de **0,4 M€** ;

- Le coût de la reprise en régie de personnel (18 agents en juillet 2025) à la suite de la réinternalisation de la restauration scolaire et à la fin du marché avec le prestataire s'élève à **0,3 M€** ;
- Le surcoût de la déprécarisation de 30 vacataires en septembre 2025 dans le secteur de la Jeunesse est de **0,2 M€.**

Des économies de **2,4 M€** ont été réalisées en 2025 du fait de facteurs conjoncturels ou de mesures ciblées telles que :

- Une économie sur le flux de personnels (-25 ETPT) estimée à hauteur de **1 M€** ;
- D'autres éléments de paie non récurrents pour **0,6 M€** ;
- Une économie de **0,6 M€** liée aux élections européennes et aux deux tours d'élections législatives qui ont eu lieu en 2024 ;
- Une économie sur les heures supplémentaires payées (hors élections) pour un montant de **0,2 M€.**

En milliers €	**CFU 2022**	**CFU 2023**	**CFU 2024**	**BP 2025**	**Budget total 2025 (*)**	**CFU 2025**	**Evol en % CFU2025/ CFU 2024**	**Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025**
Charges de personnel nettes - a = b-c	**91 712**	**95 032**	**98 189**	**100 048**	**100 020**	**98 785**	**0,6%**	**98,8%**
Charges de personnel (chapitre 012) (b)	92 242	95 450	98 791	100 599	100 570	99 399	0,6%	98,8%
dont Personnel à disposition GPSO	376	381	390	390	390	390	0,0%	100,0%
Remboursement de charges de personnel ©	-530	-418	-602	-550	-550	-615	2,1%	111,7%
Recettes réelles de fonctionnement (M57)	245 454	250 530	254 015	253 300	250 530	252 949	-0,4%	101,0%
Dépenses réelles de fonctionnement (M57)	224 042	232 788	235 666	240 602	238 139	234 914	-0,3%	98,6%
Produits de fonct. Réels (DGFIP)	**223 775**	**230 725**	**235 383**	**232 226**	**230 864**	**232 274**	**-1,3%**	**100,6%**
Charges de fonct. Réels (DGFIP)	**202 363**	**210 733**	**214 913**	**216 528**	**215 473**	**212 233**	**-1,2%**	**98,5%**
Ratio charges de personnel / RRF (M57)	37,6%	38,1%	38,9%	39,7%	42,2%	42,3%		
Ratio charges de personnel / DRF (M57)	41,2%	41,0%	41,9%	41,8%	42,2%	42,3%		
Ratio charges de personnel nettes / Prod de fonctionnement réels (DGFIP)	40,9%	41,2%	41,7%	43,1%	43,3%	42,5%		
Ratio charges de personnel nettes / Charges de fonct. réelles (DGFIP)	45,3%	45,1%	45,7%	46,2%	46,4%	46,6%		

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Les charges de personnel représentent ainsi 42,3 % des dépenses réelles de fonctionnement (46,6% au titre des ratios obligatoires du CGCT) et 42,31 % des recettes réelles de fonctionnement. Le taux de réalisation est de 98,8%.

b. Les charges courantes

Les charges courantes, retracées aux comptes de la classe 60 (achats de fournitures et fluides), 61 et 62 (prestations de services) et 63 (impôts et taxes), correspondent aux dépenses récurrentes et de fonctionnement hors frais de personnel. Elles s'élèvent à **38 760 K€** en 2025, **en baisse de -4,1 %** par rapport à 2024, traduisant principalement la poursuite des efforts de gestion, notamment l'internalisation de la restauration des cantines scolaires et le recul du coût de l'énergie. Cette évolution se traduit par les variations suivantes :

- Les prestations de services (séjours, restauration, manifestations, *etc.*), premier poste des dépenses, s'élèvent à **8 659 K€,** en **baisse de -12,4 %** par rapport à 2024. Cette évolution s'explique notamment

par l'internalisation de la restauration scolaire (-1 004 K€) et du « Help desk » informatique (-155 K€). Pour la restauration scolaire, les coûts s'observent désormais au chapitre 012 (personnel) et dans la ligne alimentation ;

- Les dépenses d'énergie **diminuent de -15,1%** (-1 065 K€) : les prix de la fourniture d'électricité, après avoir atteint des niveaux historiquement hauts en 2023-2024, ont très fortement diminué cette année, pour revenir à leur niveau d'avant crise ;
- Le poste alimentation **progresse de +10,9 %** (+334 K€) du fait de la reprise en régie de la restauration des groupes scolaires (Doisneau, Biodiversité et Numérique) depuis la rentrée 2025-2026, après celle du groupe scolaire Clamart en 2024-2025 ;
- Les dépenses de contrats de maintenance progressent de +12,3 % (+515 K€), de par la montée en charges des contrats d'infrastructures informatiques et de cybersécurité et des révisions tarifaires contractuelles des marchés ;
- Les primes d'assurance présentent une hausse de +19,8% (+79 K€) dans un contexte de durcissement du marché ;
- Les dépenses de fêtes et cérémonies, et catalogues et imprimés diminuent respectivement de -12,2% et -14,1% dans une démarche de maitrise des coûts et de réduction des supports papier ;
- Les transports collectifs **augmentent de +10,9%** par rapport à 2024 en lien avec le dynamisme des activités proposées (centre de loisirs, activités scolaires, seniors, *etc.*) ;
- Les impôts et taxes **diminuent de -21,3%**, en raison des évolutions du périmètre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (qui pouvait se trouver appliquée précédemment sur des bâtiments communaux) et aux modalités de comptabilisation des dégrèvements.

En milliers €	**CFU 2022**	**CFU 2023**	**CFU 2024**	**BP2025**	**Total budget 2025(*)**	**CFU 2025**	**Evol en % CFU2025/ CFU 2024**	**Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025**
Prestations de services dont séjours enfance et jeunesse	8 969	10 213	9 881	8 598	8 848	8 659	-12,4%	97,9%
Eau et assainissement	697	810	690	620	576	541	-21,6%	93,9%
Energie	5 354	6 282	7 033	6 864	6 142	5 968	-15,1%	97,2%
Alimentation	2 451	2 948	3 062	3 486	3 470	3 396	10,9%	97,9%
Achats de fournitures	1 437	1 606	1 531	1 720	1 667	1 564	2,1%	93,8%
DSP restaurant municipal	355	384	398	406	406	405	1,8%	99,9%
Locations mobilières et immobilières	988	1 151	1 350	1 318	1 449	1 346	-0,2%	92,9%
Maintenance des biens mobiliers et immobiliers	3 612	3 806	4 187	4 653	4 840	4 702	12,3%	97,1%
Primes d'assurances	297	376	400	469	480	479	19,8%	99,9%
Documentation générale et technique	374	370	382	328	329	325	-15,0%	98,8%
Formation du personnel	239	260	358	359	366	360	0,8%	98,6%
Honoraires et contentieux	438	548	462	448	407	369	-20,1%	90,8%
Fêtes et cérémonies	668	616	583	671	533	512	-12,2%	96,1%
Catalogues et imprimés	756	525	280	426	269	241	-14,1%	89,3%
Transports	1 061	830	1 025	975	1 178	1 137	10,9%	96,6%
Frais de télécommunications et d'affranchissement	337	288	253	311	312	271	7,1%	86,7%
Frais de gardiennage	2 111	2 025	2 048	2 241	2 292	2 273	11,0%	99,2%
Frais de nettoyage des locaux	4 117	4 385	4 838	4 812	4 844	4 827	-0,2%	99,7%
Achat de places en crèches	835	604	265	362	291	288	8,4%	98,8%
Impôts et taxes	501	636	758	756	765	597	-21,3%	78,1%
Remboursement de frais à GPSO	53	165	116	116	116	78	-32,9%	67,1%
Autres (carburants, missions…)	643	676	532	489	455	422	-20,7%	92,7%
TOTAL	**36 294**	**39 504**	**40 431**	**40 427**	**40 036**	**38 760**	-4,1%	96,8%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

c. Les subventions et contingents

Les dépenses de ce chapitre portent sur les subventions de fonctionnement versées aux associations dont les activités ont un intérêt communal, aux établissements publics (via le FFCT à l'EPT GPSO) ou aux organismes publics intervenant en faveur des agents municipaux, ainsi que les participations obligatoires (participations aux dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ou à celles des écoles privées), les dépenses réalisées pour le fonctionnement de l'assemblée délibérante et les diverses autres dépenses inscrites aux comptes 65.

Le montant total des subventions et des participations versées en 2025 est de **68 899 K€** contre 70 750 K€ en 2024, **soit une baisse de -2,3%**

En milliers €	**CFU 2022**	**CFU 2023**	**CFU 2024**	**BP 2025**	**Budget total 2025(*)**	**CFU 2025**	**Evol en % CFU2025/ CFU 2024**	**Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025**
Subventions aux associations (hors OTBB)	7 336	7 300	7 381	6 164	6 196	6 180	-16,3%	99,7%
Subventions OTBB	701	1 040	806	650	650	650	-19,4%	100,0%
Subventions CLSPD	34	31	34	34	34	34	0,0%	100,0%
Contingents	5 290	5 512	5 749	5 811	5 712	5 711	-0,7%	100,0%
Subvention et reversement de contractualisation au CCAS	861	964	972	872	872	872	-10,3%	100,0%
Indemnités élus, formation élus	1 232	1 288	1 263	1 278	1 275	1 178	-6,7%	92,4%
Subventions DSP	2 462	2 591	2 492	1 975	1 846	1 846	-25,9%	100,0%
Admissions en non-valeurs	198	235	192	220	220	198	3,1%	90,0%
Autres	1 707	94	73	82	79	69	-6,2%	86,7%
Sous Total subventions-participations	***19 821***	***19 054***	***18 962***	***17 085***	***16 884***	***16 737***	***-11,7%***	***99,1%***
FCCT	49 530	51 448	51 788	52 478	52 362	52 362	1,1%	100,0%
Total GENERAL	**69 351**	**70 501**	**70 750**	**69 563**	**69 247**	**69 099**	**-2,3%**	**99,8%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

- **Les subventions aux associations (hors OTBB)** sont passées de 7 381 K€ à 6 180 K€, soit une diminution de -16,3%. Cette baisse est principalement due à la fin de la subvention accordée aux Métropolitains 92 (-1 080 K€ par rapport à 2024).

- **Les subventions au titre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)** versées en 2025 s'élèvent à **34 K€,** comme en 2024.

- **Les contingents et les participations obligatoires** s'élèvent à **5 711 K€** en baisse de 0,7% par rapport à 2024. Ce poste est composé de la participation au fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris pour **2 756 K€** (contre 2 650 K€ en 2024), des participations aux dépenses des écoles privées pour **2 838 K€** (contre 2 788 K€ en 2023), des contributions de la Ville au syndicat mixte du cimetière de Clamart et au syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne pour 98 K€ (contre 291 K€ en 2024) et de la contribution au fonds de solidarité logement (19 K€).

- **Les subventions accordées au CCAS diminuent de -10,3% et s'élèvent à 872 K€.** La subvention de la Ville au CCAS afin de financer ses dépenses d'actions sociales a été révisée de 800 K€ à 700 K€ compte tenu de recettes complémentaires de loyers perçues par l'organisme depuis la mise en location de logements réhabilités rue Lemoine. Une subvention de fonctionnement au BBCS (Boulogne-Billancourt Club Senior) de 172 K€ est reversée dans le cadre de la contractualisation entre la Ville et le Conseil départemental des Hauts de Seine.

- **Les dépenses liées à l'assemblée municipale et aux groupes d'élus** s'élèvent à **1 178 K€ en 2025**.

- **Les subventions pour contrainte de service public** versées dans le cadre des contrats de DSP sont en baisse de -25,9% passant de 2 492 K€ en 2024 à 1 846 K€ en 2025 du fait principalement de la cessation d'activité des structures Les Mouettes / Paradis / Koufra.

- **En 2025, les admissions en non-valeur** sont de 198 K€ dans la moyenne des dernières années.

- **FCCT = 52 362 K€**
  Depuis la création de la MGP au 1er janvier 2016, le FCCT est l'unique flux financier entre la commune et l'EPT GPSO. Au titre de la section de fonctionnement, il correspond à la somme des flux de dépenses et de recettes.

En milliers €	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025
Fiscalité ménage	26 417	26 755	26 873	27 829	29 331	29 706	30 610
Compensation part salaire	23 427	23 427	23 427	23 427	23 427	23 427	23 427
Transfert de compétences (hors aménagement)	402	605	605	605	619	619	619
Transfert de la compétence aménagement	959	1 099	781	739	1 139	1 105	775
« 4ème composante »	1 942	1 942	1 942	1 942	1 942	1 942	1 942
Réforme du stationnement	-1 430	-6 714	-5 011	-5 011	-5 011	-5 011	-5 011
TOTAL	**51 716**	**47 114**	**48 617**	**49 530**	**51 447**	**51 788**	**52 362**

En 2025, la Ville a perçu pour le compte de l'EPT GPSO 23 427 K€ au titre de la compensation de la part salaires versée par la MGP et 30 610 K€ au titre de la fiscalité directe ; elle a donc reversé 54 037 K€ *via* le fonds de compensation des charges transférées (FCCT).

Le FCCT comprend par ailleurs :

- Un volet « transfert de compétences » commun à toutes les communes de GPSO : il s'agit de la somme des charges liées aux transferts de charges intervenus aux 1er janvier 2016, 2017 et 2018 (619 K€) ;
- Un volet « transfert de la compétence aménagement » propre à certaines communes de GPSO : pour Boulogne-Billancourt, il s'agit du montant des échéances annuelles en intérêt et capital de l'ex-budget annexe Seguin-Rives de Seine désormais porté par GPSO. Le montant de 775 K€ correspond aux charges d'intérêt, le capital est remboursé en section d'investissement (*cf.infra*) ;
- Un volet « 4ème composante » dont le contenu est défini entre chaque commune de GPSO et GPSO : pour Boulogne-Billancourt, il s'agit d'un renforcement du plan propreté sur le territoire de la Ville (1 942 K€) ;
- Un volet de reversement des recettes de FPS en compensation de la perte de la perception des amendes de stationnement à la suite de la réforme de 2018 (- 5 011 K€).

d. Les charges financières

Les charges financières du budget principal se sont établies à 2 886 K€ en 2025 contre 2 431 K€ en 2024. A noter que le taux moyen de l'encours de la Ville est de 2,87% au 31/12/2025, contre 3,25 % au 31/12/2024.

e. Les charges spécifiques

Les charges spécifiques (ex-dépenses « exceptionnelles ») s'élèvent à 814 K€ en 2025, en baisse de -6,7%. Le versement de l'allocation municipale de garde diminue (-27,8%) du fait du bon taux d'attribution de places en crèches. Les versements des bourses et prix sont en baisse par rapport à 2024, année où 80 K€ avaient été octroyés aux sportifs de haut niveau médaillés aux Jeux olympiques. A l'inverse, les annulations de titres sur exercices antérieurs sont importantes en raison de la révision des durées de chantiers qui interviennent après la facturation initiale.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP2025	Total budget 2025(*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé en % CFU 2025/ Budget total 2025
Allocation municipale de garde	254	281	277	330	270	200	-27,8%	74,2%
Chéquier famille	200	208	229	220	210	196	-14,3%	93,3%
Participations repas élèves des écoles privées	118	118	118	120	110	110	-6,5%	100,0%
Autres bourses et prix	50	174	192	107	110	103	-46,5%	93,5%
Annulation de titres sur exercices antérieurs	44	185	56	57	203	191	239,2%	94,0%
Autres charges exceptionnelles	17	6	0	0	14	14	ns	100,0%
TOTAL	**683**	**972**	**872**	**837**	**917**	**814**	**-6,7%**	**88,8%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

f. Les subventions aux budgets annexes

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes apparaissent en dépenses dans le budget principal et en recettes dans les budgets annexes concernés. Les écritures de ces budgets annexes font l'objet d'un développement détaillé ci-dessous (II).

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025(*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé CFU 2025/ Budget total 2025
BBI Publications	443	415	425	440	440	440	3,5%	100,0%
Equipements sportifs délégués	2 101	2 021	1 815	1 506	1 506	1 450	-20,1%	96,3%
TOTAL	**2 544**	**2 436**	**2 240**	**1 946**	**1 946**	**1 890**	-15,6%	97,1%

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Depuis 2018, les subventions d'équilibre provenant du budget principal ne concernent que les deux budgets annexes Equipements sportifs délégués (ex-Piscine-Patinoire) et BBI Guide Pratique. Le budget annexe Locations Immobilières s'équilibre par des recettes propres.
Cette année, les subventions versées aux deux budgets annexes sont en baisse de -15,6% par rapport à celles de 2024 (-350 K€) du fait du nouveau contrat d'exploitation de la piscine.

B- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Les recettes d'investissement

Les recettes de la section d'investissement s'établissent à **42 765 K€** au CFU 2025, contre 39 419 K€ en 2024, soit une progression de 8,5 %. Ce montant comprend les produits de cessions et les emprunts nouveaux (33 M€ dont 20 M€ pour l'aménagement de l'Ile Seguin). Hors cessions, emprunts et écritures équilibrées, les ressources propres d'investissement s'établissent à 7 329 K€ en 2025, contre 5 370 K€ en 2024, soit une augmentation de 36,5 %.

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé CFU 2025/ Budget total 2025
FCTVA	2 602	3 421	3 026	3 250	3 674	3 674	21,4%	100,0%
Taxe locale d'équipement et taxe d'aménagement	323	462	466	350	550	544	16,5%	98,8%
Subventions d'équipement	1 406	2 102	1 870	4 501	3 427	3 095	65,5%	90,3%
Cessions	43 014	3 008	50	3 250	3 250	2 436	ns	75,0%
Autres recettes	301	101	8	95	95	16	118,0%	17,3%
Transfert terrain (écriture équilibrée)	12 362	0	0	0	0	0	ns	ns
Recettes d'emprunt	8 531	11 000	34 000	51 734	40 000	33 000	-2,9%	82,5%
Total recettes d'investissement	**68 540**	**20 094**	**39 419**	**62 730**	**50 996**	**42 765**	**8,5%**	**83,9%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

a. Le FCTVA

Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), calculé sur la base des dépenses d'investissement de l'année N-1, atteint **3 674 K€** en 2025 contre 3 026 K€ en 2024.

b. La taxe d'aménagement

Le produit de la taxe d'aménagement assise sur la valeur des ensembles immobiliers faisant l'objet d'une autorisation de construction s'élève à **544 K€** en 2025 contre 466 K€ en 2024.

c. Les subventions d'équipement

La Ville a perçu en 2025 un soutien de ses divers partenaires à la réalisation d'équipements et de travaux pour un montant total de **3 095 K€** (contre 1 870 K€ en 2024) correspondant :

- Au versement des subventions accordées par le **Conseil départemental des Hauts-de-Seine** dans le cadre du contrat de développement 2022-2024 pour la rénovation du groupe scolaire Fessart-Escudier (268,4 K€), pour les travaux de réhabilitation de la basilique Notre-Dame (940 K€), pour la modernisation du réseau des médiathèques municipales (328,6 K€) et pour l'extension du réseau de vidéoprotection (82 K€), soit **1 619 K €** au total ;
- Au versement des subventions accordées par le **Conseil régional** correspondant au soutien à la restauration de la basilique Notre-Dame (137,4 K€), à la modernisation des équipements scéniques du Carré Belle-Feuille (15 K€), aux travaux réalisés pour la végétalisation et la perméabilisation la cour de l'école Escudier (48,1 K€), au remplacement du système d'éclairage pour le stade Le Gallo (15 K€), aux investissements entrepris au seins des musées (73,3 K€) et au soutien à la modernisation des bibliothèques (132,6 K€) soit un total de **421,4** K€ ;
- Au versement des subventions accordées par la **Caisse d'allocations familiales** pour les travaux des crèches Ballon Rouge (50,7 K€) et Ballon Bleu (134,4 K€), soit un total de **185,1 K€** ;
- Au versement de subventions accordées par l'**État** *via* le Fonds Vert dans le cadre de la rénovation des cours des groupes scolaires Escudier et Ferdinand Buisson (126 K€), *via* la DRAC pour les travaux

de la basilique Notre-Dame (189,8 K€) et le FIPD pour l'extension du réseau de vidéoprotection (17,5 K€), soit **333,3 K€** au total ;

- Au versement de **l'Agence de l'Eau Seine Normandie** (AESN) dans le cadre des travaux de perméabilisation de la cour Escudier **(125,8 K€)** ;
- Au versement de subventions accordées pour les travaux d'isolation des bâtiments communaux par le **SIPPEREC** (**102,7 K€)** ;
- Au versement de subventions accordées par la **Métropole du Grand Paris** pour les travaux réalisés au sein de la cour de l'école Castéja (91,4 K€), les cours du groupe scolaire Saint-Denis Abondance (68 K€) et pour la mise en œuvre du plan d'action biodiversité (98,3 K€), soit au total **257,7 K€** ;
- Au versement accordé par l'Association pour la préservation et le rayonnement du patrimoine Ruhlmann pour **50 K€.**

d. Les cessions

Les produits de cessions sont constatés en fonctionnement (compte 775) mais la prévision budgétaire est inscrite en section d'investissement car il s'agit en réalité d'une ressource propre d'investissement.

En 2025, les produits de cession s'établissent à **2 436 K€** correspondant à la cession d'un immeuble rue Liot pour 2 400 K€ et d'un garage pour 35,1 K€.

e. Les autres recettes

Ces recettes regroupent des dépôts de garantie et des remboursements de cautions (8,2 K€) ainsi que des dépenses liées aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure pour le débarrassage des insalubrités (8,2 K€).

f. Les emprunts nouveaux

Au cours de l'année 2025, la Ville a eu recours à trois nouveaux emprunts et un tirage revolving pour un total de 33 M€ afin de couvrir les besoins d'investissement de la Ville et de financer l'avance de trésorerie à la SPL Val de Seine pour l'aménagement de l'Ile Seguin :

- Contrat de 11 M€ souscrit auprès de l'Agence France Locale sur un taux variable Euribor 3 mois + 0,98% ;
- Contrat de 12,5 M€ auprès de la Banque Postale sur un taux livret A +0,95% ;
- Contrat de 7,5 M€ auprès du Crédit Agricole Île-de-France sur un taux livret A +0,95% ;
- Tirage sur contrat revolving de 2 M€ remboursé en début d'année 2026.

2. Les dépenses d'investissement

En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU 2024	Exé CFU 2025/ Budget total 2025
Crédits de paiement	32 021	29 293	54 000	66 290	54 291	48 610	-10,0%	90,2%
Dont investissements propres	*32 021*	*29 293*	*33 000*	*34 290*	*34 291*	*28 610*	*-13,3%*	*84,4%*
Dont avances de trésorerie SPL			*21 000*	*32 000*	*20 000*	*20 000*	*ns*	*ns*
EPFIF et acquisitions immobilières	38 780	0	0	0	0	0	ns	ns
Transfert terrain (écriture équilibrée)	12 362	0	0	0	0	0	ns	ns
Autres (remboursement de taxes, cautions.)	5	36	511	170	170	10	-98,0%	6,0%
Subventions Budget annexe	127	338	250	815	815	990	296,0%	82,5%
Travaux en régie	2 152	2 251	2 121	3 000	3 000	2 006	-5,4%	66,9%
Remboursement de dette et trésorerie	8 500	8 344	7 038	17 067	17 025	9 506	35,1%	130,6%
Total dépenses d'investissement	**93 947**	**40 262**	**63 920**	**87 343**	**75 302**	**61 122**	**-4,4%**	**93,2%**

(*) Budget total 2025 : budget primitif 2025, décisions modificatives 2025 et virements de crédits

Au budget principal, les dépenses d'investissement prévues étaient de 75 302 K€. Les réalisations de l'exercice 2025 s'élèvent à 61 122 K€ et intègrent notamment :

- **Les dépenses d'équipement pour 48,6 M€** : il s'agit des dépenses de travaux récurrents, de grands projets ou de subventions à comparer avec les prévisions à hauteur de 54,3 M€, **soit un taux de réalisation de 89,5% ;**
- **Le remboursement de la dette** : **9,5 M€** réalisés correspondant aux remboursements contractuels de la dette et au remboursement de tirage revolving.

a. Situation cumulée des AP et des CP en 2025

a.1 Les autorisations de programmes

Concernant le périmètre des dépenses d'équipement, la présentation retenue est identique à celle des années précédentes : sont ici examinés les comptes des classes 20 « Immobilisations incorporelles », 21 « Immobilisations corporelles » et 23 « Immobilisations en cours » en excluant les travaux en régie et les corrections d'actifs.

L'exécution des AP/CP en 2025 peut être synthétisée de la manière suivante :

En milliers €	AP votées pour 2025 et années suivantes	CP votés en 2025	Mandaté 2025	Restes à réaliser 2025
Crédits de paiement	310 997 477	54 291 208	48 609 604	0

Le montant total des AP pour 2025 et les années suivantes était de **310 997 K€** et se décompose de la manière suivante :

- 116 562 K€ au titre des opérations dites « projet » au sein desquelles sont regroupées notamment la restauration de la basilique Notre-Dame (11 640 K€) et la mise en œuvre du programme Ad'Ap (5 144 K€), étant précisé que ces montants ne correspondent pas au total des opérations depuis l'origine mais aux AP votées pour 2025 et les années suivantes ;
- 44 235 K€ au titre des opérations récurrentes concernant les travaux sur les bâtiments publics, l'acquisition d'équipement et de biens mobiliers ;
- 150 200 K€ au titre des subventions d'équipement versées à des tiers, telles que les subventions versées à GPSO (dont l'avance de trésorerie à la SPLVDS), à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, ou encore les subventions pour surcharges foncières.

À la clôture de l'exercice 2025, compte tenu des réalisations 2024 (48 610 K€), des opérations à clôturer et des restes à réaliser (0 K€), le montant des AP pour les années suivantes s'élève à 262 388 K€.

a.2 Les Crédits de Paiement

En 2025, le montant des CP votés s'est élevé au total à 54 291 K€. Ils ont été inscrits lors des délibérations budgétaires suivantes :

BP 2025 : 66 290 K€

DM1 2025 : 0 K€

DM2 2025 : -11 999 K€

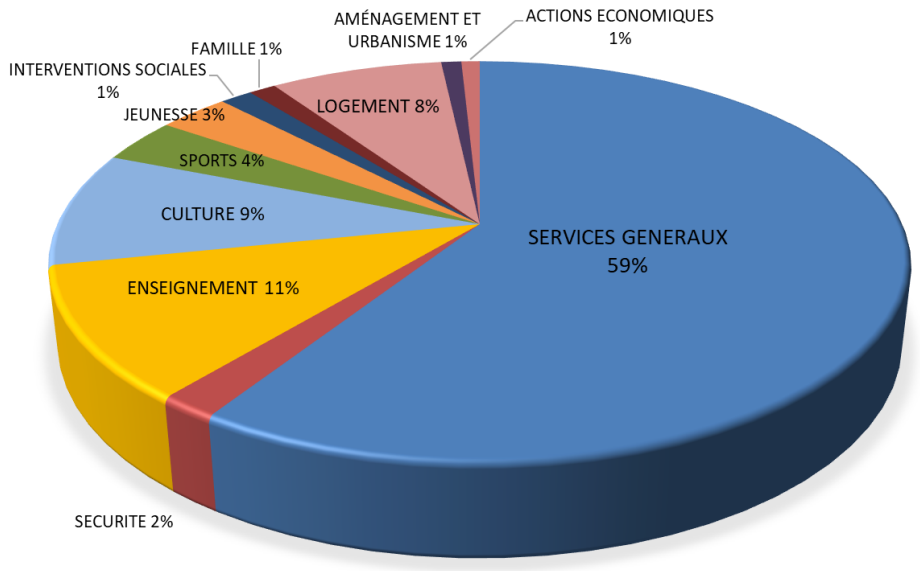
Total budget 2025 : 54 291 K€

Compte tenu des crédits reportés en DM2, la capacité de mandatement de l'exercice 2025 était de 54 291 K€ ;

Les reports de CP 2024 sur 2025 sont nuls.

Les CP mandatés en 2025 se sont élevés à 48 610 K€, soit un taux de réalisation de 89,5 % par rapport à la capacité de mandatement. Ils ont été utilisés comme suit :

Crédits de paiements mandatés en 2025



Services Généraux : **28 710,2 K€** (contre 31 709 K€ en 2024)

En 2025, les opérations projets de la fonction services généraux, pour **54 K€**, ont porté sur l'aménagement du cimetière Pierre-Grenier (35 K€), les participations octroyées dans le cadre du budget participatif (14,4 K€) et des dépenses de sécurité électrique (4,7 K€) des bâtiments administratifs.
L'adhésion de la Ville à l'Agence France locale en 2024 se traduit par une prise de participation en capital à hauteur de 681 K€ échelonnée sur 5 années, soit un versement de 136,3 K€ en 2025.

Les dépenses d'investissement récurrentes enregistrées sur cette fonction (**4 490,4 K€**) sont :

- Des dépenses de travaux sur les bâtiments administratifs pour 1 379 K€ ;
- Des achats de véhicules pour 78,6 K€ ;
- Des dépenses d'informatique pour 2 454,5 K€ : achats de matériel informatique (773,4 K€ dont 302,7 K€ de matériel pour les écoles), de logiciels métiers (454,6 K€), des acquisitions de logiciels infrastructure, serveurs informatiques et matériel réseau (915,3 K€), amélioration de la cyber sécurité (311,2 K€);
- Des acquisitions de matériel et de mobilier (191,9 K€) ;
- Les reprises de concessions dans les cimetières (218,9 K€) ;
- Des acquisitions de matériel pour la médecine du travail (37,8 K€);
- La prise en charge de dommage-ouvrage sur l'aménagement du quartier du Pont du Sèvres (129,7 K€).

Des subventions d'équipement ont été versées pour 2,2 K€ l'Aumônerie de Boulogne-Billancourt.
La composante FCCT d'investissement intègre le remboursement de la dette de l'ex-budget Billancourt Seguin pour 4 027,2 K€ transférée de la Ville à GPSO et l'avance de trésorerie de 20 000 K€ versée à la SPL Val de Seine pour l'aménagement de la partie centrale de l'Ile Seguin soit un total de **24 027,2 K€** en 2025.

Sécurité : **925,9 K€** (contre 799,1 K€ en 2024)

Les dépenses réalisées sur la fonction Sécurité en 2025 concernent la participation versée à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris au titre des dépenses d'investissement (305,8 K€), les dépenses de vidéo protection (493,7 K€), l'acquisition de matériels pour la police municipale (36,5 K€) et l'installation de bornes incendie (90 K€).

Enseignement : **5 209 K€** (contre 6 600 K€ en 2024)

Les opérations projets de la fonction Enseignement, pour **667,8 K€**, ont intégré les travaux de réhabilitation des groupes scolaires Ferdinand Buisson (482,8 K€) et Fessart-Escudier (28 K€) et des travaux d'accessibilité dans les bâtiments scolaires (157 K€).

En 2025, les dépenses d'équipement récurrentes réalisées en matière d'éducation (**4 541 K€**) ont regroupé :

- Les travaux du groupe scolaire Thiers (736 K€) ;
- Les travaux de renaturation des cours d'école Escudier et Albert Bezançon (972,7 K€) ;
- Les travaux effectués pour l'entretien courant des écoles pour 2 234 K€ ;
- Les achats de matériels et mobiliers scolaires (186,5 K€) et de restauration scolaire (281,3 K€) ;
- Des études pour le projet de rénovation du groupe scolaire Silly (130,3 K€).

Culture : **4 476,4 K€** (contre 2 505,4 K€ en 2024)

Les opérations projets Culture, pour **2 955,1 K€**, ont concerné la modernisation du réseau des médiathèques (970,3 K€), le lancement des travaux de restauration de la basilique Notre-Dame (1 979,8 K€) et les travaux d'accessibilité des bâtiments culturels (5 K€).

Les dépenses d'investissement récurrentes de la fonction Culture, **1 488,3 K€**, ont intégré :

- Les travaux dans les bâtiments culturels (789,1 K€) ;
- Les acquisitions du fond documentaire des médiathèques (428,9 K€), des musées (90,5 K€) et des archives (42,6 K€) ;
- Les achats de matériel pour des expositions et les ateliers d'arts plastique (104,7 K€) ;
- Le renouvellement des équipements scéniques du Carré Belle-Feuille (32,5 K€).

Des subventions d'équipement ont été versées pour **32,9 K€** : 10 K€ pour l'académie musicale Philippe Jaroussky, 9 K€ pour le l'EAP - Cirque Nomade, 4 K€ pour les rencontres photographiques, 4,5 K€ pour l'association Boulogne Harmonie, 1,5 K€ pour l'association Acaci'Art, 1 K€ pour la bibliothèque du forum, 0,5 K€ pour l'association Molto Vibr'alto, 0,75 K€ pour l'association bibliothèque pour tous Galliéni, 0,6 K€ pour l'association Le Lutétien, 1 K€ pour l'association Les Enfants de la Comédie.

Sports : **2 141,9 K€** (contre 4 752,8 K€ en 2024)

Les opérations projets Sports réalisées en 2025, pour **193,6 K€**, portent sur les rénovations des gymnases Dôme (25,9 K€) et Paul Bert (19,4 K€), les études pour la transformation du terrain multisport Denfert-Rochereau (112 K€), les travaux d'accessibilité (6,8 K €) et de sécurité électrique dans les bâtiments sportifs (29,6 K€).

Les dépenses récurrentes d'équipement rattachées à la fonction Sports, **1 796,3 K€,** ont concerné :

- L'aménagement du pôle associatif de l'ACBB pour 597,1 K€ ;
- Des travaux d'entretien (766,6 K€) et des achats d'équipements pour les gymnases (65,9 K€) ;
- Les travaux de réaménagement des terrains de sports extérieurs City-Stade El-Ouafi, Jean Guillon et Léon Blum pour 325,1 K€ ;
- Les travaux du complexe sportif Le Gallo (41,6 K€).

Des subventions d'équipement ont été versées aux associations (**152 K€**) : ACBB (150 K€), Agrippine (1 K€) et Paris Euskal Pilota (1 K€).

Jeunesse : **1 199,7 K€** (contre 282,2 K€ en 2024)

Les dépenses réalisées sur la fonction Jeunesse comprennent l'aménagement du Pôle Jeunesse et Emploi (1 066,2 K€) et les travaux et équipements pour les centres de loisirs (120,4 K€).

Des subventions d'équipement ont été versées aux associations (13,1 K€) : les Éclaireurs Unionistes (2 K€), les Scouts et Guides de France – groupe Mar Maroun (2 K€), les Scouts et Guides de France – groupe de Boulogne (2 K€), les Scouts et Guides d'Europe (1 K€), les Scouts unitaires de France (2,1 K€), les Scouts marins de Boulogne (4 K€).

Actions Sociales : **370,4 K€** (contre 974,6 K€ en 2024)

Les dépenses d'équipement au titre de l'action sociale ont concerné en 2025 :

- Les travaux sur les bâtiments dédiés à l'action sociale (46,7 K€) ;
- La contribution au FIPHP (23,7 K€) ;
- Une subvention d'équipement à la Maison de Répit (100 K€) ;
- Une subvention d'équipement au CCAS (200 K€).

Famille : **929,6 K€** (contre 1 136,7 K€ en 2024)

Les opérations projet de la fonction Famille, **40,5 K€**, ont porté sur des études en vue de la réhabilitation de la crèche des Tilleuls (15,7 K€) et des travaux de mise en accessibilité des bâtiments (25,4 K€).

Les dépenses récurrentes d'équipement de la fonction Famille (**889,1 K€**) ont concerné en 2025 :

- Les travaux et interventions sur les bâtiments de la petite enfance et d'accueil des seniors (773,3 K€) ;
- Les acquisitions de matériel de puériculture pour les crèches (115,8 K€).

Logement : **3 773,5 K€** (contre 4 102,4 K€ en 2024)

Ce poste est principalement constitué des surcharges foncières pour 3 739 K€ :

- 1 121 K€ pour l'opération du 14 rue des quatre cheminées ;
- 708 K€ pour l'opération de l'îlot D5 Quai Georges Corse ;
- 600 K€ pour l'opération du 99 avenue Pierre Grenier ;
- 525 K€ pour l'opération du 19 avenue du Général Leclerc ;
- 450 K€ pour l'opération du 243 bis boulevard Jean Jaurès ;
- 335 K€ pour l'opération du 17 rue des 4 cheminées.

Des travaux sur le patrimoine privé de la Ville ont été réalisés pour 34,5 K€.

Acquisitions immobilières : **3,8 K€** (contre 43,7 K€ en 2024)

Les réalisations constatées en 2025 sur cette fonction concernent des frais d'actes, des diagnostics et des honoraires pour les opérations immobilières.

Aménagement des territoires : **436,7 K€** (contre 805,5 K € en 2024)

Les dépenses d'équipement au titre de l'aménagement des territoires ont concerné en 2025 :

- Le projet d'aménagement du port Legrand (63,4 K€) ;
- Les travaux de transfert du site équestre de l'Abreuvoir (51,2 K€) ;
- Des études et des autorisations d'urbanisme (33,5 K€) ;
- Des travaux sur les espaces verts (15,2 K€) ;
- Des travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments communaux (273,4 K€).

Actions économiques : **401,8 K€** (contre 285,9 K€ en 2024)

Les dépenses concernent la réhabilitation du marché Billancourt (191,5 K€) et des travaux sur les marchés alimentaires (210,3 K€).

Environnement : **30,6 K€** (contre 2,6 K€ en 2024)

Sur la fonction Environnement, les dépenses concernent les achats et équipements de la Maison de la Planète.

* * *

Bilan de l'Ad'ap sur l'exercice 2025

En 2025, la situation des établissements concernés par le plan Ad'ap est la suivante :

- 21 établissements sont sortis du périmètre en raison d'une évolution patrimoniale (vente, changement d'affectation, à démolir) ;
- 83 équipements ont été rendus accessibles : les travaux sont terminés ou déclarés conformes ;
- 59 doivent encore mis en norme, dont 22 équipements pour lesquels les études ou les travaux sont en cours et 14 qui feront l'objet de projets globaux (rénovation totale ou partielle).

Pour mémoire, une demande de dérogation de l'Agenda Adap pour une durée de trois ans a été proposée et votée en conseil municipal le 5 juin 2025 pour tenir compte de l'impact des conséquences de la crise sanitaire. Selon le nouvel échéancier, 18 établissements figuraient en phase études ou travaux en 2024-2025.

Entre 2024 et 2025, 16 équipements ont été déclarés accessibles.

- Les attestations ont été réceptionnées pour les sept sites suivants : la crèche et la halte-Jardin d'éveil Point du Jour ; les maternelles des Peupliers, des Abondances et Lazare Hoche ; l'élémentaire Maître Jacques et le gymnase Castéja.
- Les travaux ont été finalisés pour neuf autres sites et les attestations sont en attente dont l'Unité Centrale de Production, la crèche Berlingot, la maternelle Les Peupliers, l'école élémentaire Sèvres-Gallieni, le gymnase élémentaire JB. Clément, le gymnase Abondances, le gymnase Denfert Rochereau, le club séniors Rose Besnard.

Ainsi à la fin de l'année 2025, l'avancement global de l'Adap de la commune est de 58% : 83 ERP ont été mis en accessibilité sur les 163 sites recensés et validés en 2016.

b. Synthèse de l'annexe pour la transition écologique

L'article 191 de la loi de finances 2024 a introduit une nouvelle annexe au compte financier unique dite « impact pour la transition écologique », qui présente les dépenses d'investissement selon six axes : lutte contre le changement climatique, adaptation au changement climatique et prévention des risques, gestion des ressources en eau, transition vers l'économie circulaire-gestion des déchets, lutte contre les pollutions et préservation de la biodiversité.

Depuis 2022, la ville réalise un budget vert sur l'ensemble des dépenses et l'intègre au rapport du budget primitif. La méthodologie retenue, I4CE[2], catégorise les dépenses en répondant à la question : la dépense permet-elle de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre ?

L'annexe de la transition écologique présente une cotation des dépenses d'investissement reprenant la même méthodologie qu'au BP. En 2025, conformément au calendrier de déploiement résultant de l'article 191 précité, elle est réalisée sur deux axes : lutte contre le changement climatique et préservation de la biodiversité ; les axes suivants seront intégrés aux maquettes des prochains exercices. Le résultat de cette cotation est soit indéfini, neutre, défavorable ou favorable.

Pour la ville, la cotation des dépenses d'investissement au BP et au CFU est la suivante :

Axe 1 : Lutte contre le changement climatique	**BP 2025**	**CFU 2025**	**Répartition des dépenses**
Défavorable	1 325 798	865 637	2%
Indéfini - extracomptable	2 651 597	1 287 539	3%
Neutre	57 672 231	42 912 709	88%
Favorable	4 640 295	3 543 719	7%
Total axe 1	**66 289 921**	**48 609 604**	**100%**

Axe 6 : Préservation de la biodiversité	**BP 2025**	**CFU 2025**	**Répartition des dépenses**
Défavorable	NA	0	0%
Indéfini - extracomptable	NA	1 287 539	3%
Neutre	NA	47 128 572	97%
Favorable	NA	193 493	0%
Total axe 6	**NA**	**48 609 604**	**100%**
Total analyse climat	**66 289 921**	**48 609 604**	**100%**

L'axe 1 catégorise les dépenses selon leur impact sur le changement climatique. 7% des dépenses d'investissement (3 544 K€), sont considérées comme favorables et concernent principalement :

- les travaux de rénovation dont une quote-part estimée à 15% concernent l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments municipaux, essentiellement les groupes scolaires et les crèches (tels que l'école Thiers, Ferdinand Buisson) et les travaux de la basilique Notre-Dame (1 284 K€),
- l'amélioration des équipements de chauffage (890 K€),
- les aménagements de désimperméabilisation des sols pour les cours vertes bleues (écoles Escudier et Albert Bezançon) et les travaux d'entretien dans les cimetières (1 136 K€).

Les dépenses catégorisées comme neutres sont celles dont l'impact n'est pas significatif ou mesurable sur les émissions de gaz à effet de serre. Les dépenses dites défavorables représentent 2% des investissement et concernent principalement les achats de matériel informatique considérés comme défavorables car la production de matériel informatique est fortement émettrice de CO^2.

[2] I4CE est une association d'intérêt général fondée par la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement. Les villes de Lille et de Paris, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Métropole Européenne de Lille et la Métropole du Grand Lyon ont coconstruit la méthodologie d'évaluation climat du budget avec I4CE en 2019-2020.

L'axe 6 qualifie les dépenses en fonction de leur impact pour la préservation de la biodiversité. Une part prépondérante des dépenses est classée comme neutre car elle n'a pas d'impact sur la biodiversité. Seules les dépense de végétalisation d'espaces dans les cours d'école ont été qualifiées comme favorable. A noter que la Ville n'a pas la compétence d'aménagement des espaces verts, transférée à GPSO.

C- LES OPERATIONS D'ORDRE

Les opérations dites d'ordre correspondent à des écritures, équilibrées en dépenses et en recettes, qui ne donnent pas lieu à un flux financier ; elles sont opérées soit entre les sections de fonctionnement et d'investissement soit au sein de la section d'investissement.

Elles ne modifient donc pas le résultat global du compte financier mais les résultats respectifs des deux sections du budget.

en Milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025 (*)	CFU 2025	Evol. en % CFU 2025/ CFU 2024	Exé. en % CFU 2025/ Budget 2025
Recettes de fonctionnement	2 614	9 085	2 644	3 780	3 980	2 435	-8%	61%
Dépenses de fonctionnement	59 870	25 198	16 771	32 392	34 722	20 122	20%	58%
Solde fonctionnement (a)	**-57 255**	**-16 114**	**-14 127**	**-28 612**	**-30 742**	**-17 687**	25%	58%
Recettes d'investissement	59 877	26 617	20 413	45 392	47 722	22 585	11%	47%
Dépenses d'investissement	2 622	10 503	6 286	16 780	16 980	4 898	-22%	29%
Solde investissement (b)	**57 255**	**16 114**	**14 127**	**28 612**	**30 742**	**17 687**	25%	58%
Total effet mouvements d'ordre (a+b)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

(*) Budget total 2024 : budget primitif 2024, décisions modificatives 2024 et virements de crédits

En 2025, les opérations d'ordre représentent **25 020 K€**.

Pour la section de fonctionnement les opérations portent sur 2 435 K€ de recettes et 20 122 K€ de dépenses. Les écritures de dépenses correspondent aux dotations aux amortissements (17 149 K€), à la comptabilisation de la valeur nette comptable et des plus ou moins-values des immobilisations cédées (2 436 K€) et aux dotations aux provisions (536,6 K€). Les recettes portent sur la neutralisation des subventions amortissables, la reprise de provisions et d'amortissements (429 K€) et les travaux en régie (2 006 K€). Il s'agit d'opérations dont la contrepartie est constatée en section d'investissement.

Ainsi, outre ces flux, en section d'investissement, sont également constatées les opérations d'ordre dites patrimoniales qui sont équilibrées et dont le montant s'élève à 2 463 K€ et qui concernent des opérations d'ordre liées à des transferts d'études.

Synthèse des écritures d'ordre (en Milliers €)	**CFU 2025 Dépenses**	**CFU 2025 Recettes**
Total opération ordre de la section de fonctionnement vers la section d'investissement	**20 122**	**20 122**
Total opérations d'ordre de la section d'investissement vers la section de fonctionnement	**2 435**	**2 435**
Total des opérations d'ordre au sein de la section d'investissement	**2 463**	**2 463**
TOTAL GENERAL	**25 020**	**25 020**

a. Les opérations d'ordre de la section de fonctionnement vers la section d'investissement.

en milliers €	Dépenses de fonctionnement			Recettes d'investissement		
Désignation de l'opération	Fonction	Compte	Montant	Fonction	Compte	Montant
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	946	675	188	926	21	188
Plus-Value des immobilisations cédées	946	6761	2 248	926	192	2 248
Autres charges exceptionnelles	946	678	-	926	271	-
Cessions d'actifs			**2 436**			**2 436**
Amortissements techniques	946	6811	9 241	926	2805,2808,281XX	9 241
Amortissements des frais d'études	946	6811	2 781	926	2802,28031,28033	2 781
Amortissements des subventions d'équipement versées	946	6811	5 127	926	2804XXX	5 127
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles			**17 149**			**17 149**
Dotations aux amortissements des charges financières à répartir	946	6862	-	926	4817	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	946	6817	-	926	4912	-
Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	946	6815	537	926	15112; 1542	537
Dotations aux provisions			**537**			**537**
Total opérations ordre entre sections			**20 122**			**20 122**

- **Cessions d'actifs**

Lorsque la Ville vend un bien inscrit dans son patrimoine, outre les écritures liées aux produits de la cession, elle doit constater, par opération d'ordre budgétaire, les écritures liées aux plus ou moins-values de la cession. Au titre de l'exercice 2025, les montants constatés s'établissent à 2 436 K€.

- **Les amortissements**

L'amortissement permet la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur de l'immobilisation résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause que cette immobilisation soit matérielle ou immatérielle.

Cet amortissement est constaté annuellement en fonction du plan d'amortissement qui correspond à la durée d'utilisation définie par l'assemblée délibérante par catégorie de biens. Conformément à l'instruction comptable M57 pour tous les biens acquis à partir du 1er janvier 2021, la dotation d'amortissement est calculée au *prorata temporis* (le point de départ est la date de mise en service effective).

Au titre de l'exercice 2025, les amortissements constatés pour un montant de 17 149 K€ se répartissent en trois catégories :

- Les dotations techniques apparaissent en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement pour 9 241 K€ ;
- Les amortissements des frais d'études s'élèvent à 2 781 K€ en dépenses de fonctionnement et recettes d'investissement ;
- Les amortissements des subventions d'équipement s'élèvent à 5 127 K€ en dépenses de fonctionnement et recettes d'investissement.

- **Provision pour dépréciation des comptes des actifs circulants et risques et charges**

La provision pour monétisation des jours de CET a fait l'objet d'un complément de dotation en 2025 de 79 K€ pour un montant total de 609 K€. Les provisions constituées au titre des contentieux ont fait l'objet d'une dotation de 457,4 K€ pour un montant total de 1 034 K€ au 31 décembre 2025.

b. Les opérations d'ordre de la section d'investissement vers la section de fonctionnement.

en milliers €	Dépenses d'investissement			Recettes de fonctionnement		
Désignation de l'opération	Fonction	Compte	Montant	Fonction	Compte	Montant
Moins-Value des immobilisations cédées	926	192	-	946	7761	-
Etudes en régie (immobilisations incorporelles)	926	2031	1 361	946	721	1 361
Travaux en régie (immobilisations corporelles)	926	21	645	946	722	645
Travaux et études en régie			**2 006**			**2 006**
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	926	4912	177	946	7817	177
Reprise d'amortissements	926	28XX	198	946	7815/7811	198
Reprise subventions transférables	926	139XX	55	946	777	55
Total opérations d'ordre de la section d'investissement vers la section de fonctionnement			**2 435**			**2 435**

- **Les travaux et les études en régie**

Il s'agit d'immobilisations créées par la Ville pour elle-même ; elles sont réalisées par le personnel de la Ville avec ses ressources. Ces immobilisations sont comptabilisées en additionnant les coûts des matières premières utilisées (câbles, tuyaux, petits matériels divers, *etc.*) et les charges directes de production (frais de personnels, matériel acquis (logiciels, outils divers, *etc.*)

En 2025, la Ville a réalisé des études en régie pour un montant de 1 361 K€ et 645 K€ au titre des travaux en régie soit un total de 2 006 K€.

- **Reprise de dotations pour risques et charges**

La provision pour dépréciation des comptes des actifs circulants correspond aux titres non recouvrés par la trésorerie. Ainsi, l'ajustement de cette provision est réalisé sur la base des éléments transmis par le comptable public auxquels est appliquée la méthode de dépréciation définie dans le règlement budgétaire et financier approuvé par la Ville en date du 30 septembre 2021 (20% des créances de N-1, 80% des créances de N-2 et 100% des créances de N-3 et au-delà). Cette dotation a fait l'objet d'une reprise de 176,6 K€ en 2025 pour atteindre un montant de 1 473 K€.

- **Reprise subventions transférables**

Les subventions transférables sont des aides reçues par la Ville pour financer une immobilisation dont la reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge des amortissements constatée en section de fonctionnement.

Au titre de l'exercice 2025, la reprise des subventions amortissables s'élève à 54,6 K€.

- **Reprise d'amortissements**

Une écriture de reprise d'amortissement a été effectuée pour corriger des valeurs nettes comptables.

c. Les opérations d'ordre au sein de la section d'investissement

en milliers €	Dépenses d'investissement			Recettes d'investissement		
Désignation de l'opération	Fonction	Compte	Montant	Fonction	Compte	Montant
Opérations afférentes à l'emprunt	925	16441	-	910	1644X	-
Subvention d'équipement liées aux cessions à l'€ symbolique	925	2044	-	925	21	-
Transfert créances	925	21318	-	925	2764	-
Transfert études	925	2138	2 463	925	2031	2 463
Total des opérations d'ordre au sein de la section d'investissement			**2 463**			**2 463**

- **Transfert de frais d'études**

Ces mouvements consistent à transférer les frais d'études (comptes 2031) et d'insertion (compte 2033), réalisés antérieurement et se rattachant à des programmes d'équipement ayant connu un début d'exécution, sur des comptes d'immobilisations en cours (comptes 23 et 21). Ces écritures d'un montant de 2 463 K€ sont équilibrées en dépenses (comptes 205, 21 et 23) et en recettes (compte 203).

- **Restes à réaliser**

En 2025, aucune dépense n'est à reporter, l'état des restes à réaliser est donc nul.

D- RESULTAT DE L'EXERCICE

L'excédent de la section de fonctionnement du seul budget principal s'élève à 20 041 K€, hors recette de cessions. Le report à nouveau excédentaire de l'exercice 2024 (15 914 K€) porte ce résultat à 35 955 K€.
Après la prise en compte du besoin de financement de la section d'investissement de 18 357 K€, des reports d'investissement (0 K€ en dépenses) et de l'apurement du compte 1069, le résultat net de clôture est ramené à **17 425 K€**.
Le résultat d'exécution 2025 du budget principal de la maquette M57, comme les résultats d'exécution des budgets annexes (détaillés dans la partie II du présent rapport), a fait l'objet d'une reprise anticipée au BP 2026.

RESULTATS DU BUDGET PRINCIPAL (M57)	CA 2020	CA 2021	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025
Mouvements réels (cessions retraitées)						
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	235 145	237 159	245 454	250 530	254 015	252 949
Travaux en régie	2 830	2 178	2 152	2 251	2 121	2 006
Restes à réaliser en fonctionnement	0	0	0	0	0	0
Total recettes de fonctionnement (1)	**237 975**	**239 336**	**247 606**	**252 781**	**256 136**	**254 955**
Dépenses de fonctionnement	215 311	210 865	224 042	232 788	235 666	234 914
Restes à réaliser en fonctionnement	0	0	0	0	0	0
Total dépenses fonctionnement (2)	**215 311**	**210 865**	**224 042**	**232 788**	**235 666**	**234 914**
Résultat de l'exercice (3) = 1-2	**22 664**	**28 472**	**23 564**	**19 993**	**20 470**	**20 041**
Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4) (yc Billancourt Seguin)	21 010	22 280	22 483	20 467	20 118	15 914
Résultat cumulé de fonctionnement (5) =3+4	43 674	50 752	46 047	40 460	40 588	35 955
Recettes d'investissement (yc cessions) (6)	41 432	21 742	77 802	29 281	44 404	51 242
Dépenses d'investissement (7)	46 443	42 353	93 948	40 262	63 920	61 122
dont travaux en régie	2 830	2 178	2 152	2 251	2 121	2 006
dont CP	33 368	30 901	70 801	29 292	54 000	48 910
Solde des résultats antérieurs d'investissement (8)(yc Billancourt Seguin)	-16 383	-7 485	-9 262	-9 188	-4 985	-8 477
Besoin de financement (9) = 6-7+8	**-21 394**	**-28 095**	**-25 408**	**-20 169**	**-24 501**	**-18 357**
Résultat brut (10) =3+4+9	22 280	22 656	20 640	20 291	16 087	17 598
Reports Recettes (11)	0	0	0	0	0	0
Reports Dépenses (12)	0	0	0	0	0	0
Apurement compte 1069	0	173	173	173	173	173
Résultat disponible(13) = 10+11-12	**22 280**	**22 483**	**20 467**	**20 118**	**15 914**	**17 425**
Fonds de roulement de l'exercice hors RAR	**22 280**	**22 483**	**20 467**	**20 118**	**15 914**	**17 425**

E- LA DETTE

La dette et l'évolution de celle-ci ont fait l'objet d'un précédent **rapport présenté par l'exécutif lors du conseil municipal du 16 janvier 2026.** Ce rapport dresse un état des lieux de la dette consolidée au 31 décembre 2025[3] :

[3] Dans le cadre de la stratégie de gestion active et de sécurisation de la dette menée depuis plusieurs années, ce rapport a présenté les actions réalisées en 2024 ainsi que les perspectives d'évolution de l'endettement et la gestion de la dette pour l'année suivante.

- L'encours de dette est classé 100% 1A, soit le profil de risque le plus faible au sens de la charte Gissler (ou charte de bonne conduite). Il se compose d'emprunts à taux fixe et d'emprunts à taux variable simples indexés sur des indices monétaires de la zone euro ;

- Selon la grille élaborée par le prestataire *Finance Active*, le risque global associé à l'encours de dette est de 1 (sur une échelle allant de 1 à 5), soit un niveau de risque le « plus bas possible » ;

- Les emprunts à taux variables représentent 37,9 % de l'encours, les emprunts à taux variables indexés sur le livret A 21,7 %, et les emprunts à taux fixes 40,4 % : la ventilation de la dette est équilibrée ;

- Le taux moyen s'établit à 2,87 %, soit une baisse de 38 points de base entre la fin 2024 et le 31 décembre 2025 ;

- L'encours de dette consolidé s'élève à 128,8 M€ dont 121,8 M€ sur le budget principal (intégrant 40 M€ de dette pour l'aménagement de l'Ile Seguin) et 7 M€ sur le budget annexe piscine-patinoire. Le niveau de dette a progressé en 2025 du fait du soutien apporté à la SPL pour l'aménagement de l'Ile Seguin ;

- La capacité de désendettement consolidée est de 6,4 ans en 2025 (dont 6,1 ans sur le budget principal).

a. Les charges financières

Au total, les charges financières se sont élevées à 2 886 K€, soit une augmentation de 455 K€ (2 431 K€ en 2024). Pour pouvoir comparer les deux années, il convient d'isoler les variations des ICNE dont l'impact est de -62,1 K€ en 2025 contre -88,4 K€ en 2024. Les charges financières *stricto sensu* (compte 66111) ont augmenté de 420 K€, passant ainsi de 2 465 K€ en 2024 à 2 885 K€ en 2025.

Les principaux mouvements liés aux charges financières sont les suivants :

En milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025
(I) Charges financières (et charges assimilées)	**3 508**	**3 214**	**2 799**	**2 427**	**4 503**	**1 835**	**1 692**	**1 536**	**1 779**	**2 290**	**2 431**	**2 886**
Intérêts dette long terme B. ppal (66111+66112)	2 967	2 740	2 489	2 238	1 696	1 813	1 638	1 503	1 724	2 216	2 377	2 823
Intérêts dette court terme (6615+6618)	88	57	27	20	28	-	1	1	-	31	8	-
Commissions divers, dont indemnité RA (668)	128	151	78	41	1 907	22	52	32	55	43	46	63
Charges financières des SWAPS	325	266	204	128	872	-	-	-	-	-	-	-
(II) Produits financiers (Total compte 76 - Budget principal)	**384**	**310**	**245**	**162**	**954**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Produits financiers des SWAPS (7688)	384	310	245	162	954	-	-	-	-	-	-	-
(I)-(II) Charges financières nettes	**3 124**	**2 904**	**2 554**	**2 265**	**3 550**	**1 835**	**1 692**	**1 536**	**1 779**	**2 290**	**2 431**	**2 886**

Les frais financiers du budget principal se décomposent ainsi :

- 2 885 K€ d'intérêts de dette long terme auxquels il faut soustraire 62 K€ (-88 K€ en 2024) de variation des intérêts courus non échus (ICNE) de la dette long terme, soit 2 823 K€ ;
- 63 K€ de commissions diverses (commissions de non-utilisation et frais de dossier des nouveaux contrats).

b. Les opérations en capital

Les dépenses réelles totales du budget principal au compte 16 se sont élevées à 9 506 K€ en 2025 contre 7 038 K€ en 2024. Ce montant ne comprend que l'amortissement de la dette bancaire.

L'amortissement de la dette bancaire **(9 506 K€)** correspond à :

- L'amortissement des autres emprunts bancaires à taux fixe ou à taux variable pour 6 490 K€ (inscrits au compte 1641) ;
- L'amortissement de prêts à taux 0% consentis par la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine (CAF) au titre de structures périscolaires ou de petite enfance pour 15,8 K€ (inscrit au compte 16818) ;
- Le remboursement des crédits revolving pour 3 000 K€.

Les recettes réelles totales du budget principal au compte 16 se sont quant à elles élevées à **33 000 K€**. Elles correspondent aux nouveaux emprunts de l'année d'un montant total de 31 000 K€ pour couvrir les besoins de financement des dépenses d'équipement et l'avance de trésorerie de 20 000 K€ versée à la SPL pour l'aménagement de la partie centrale de l'Ile Seguin. 2 000 K€ correspondent au tirage de fin d'exercice sur l'emprunt CLTR.

c. L'encours de dette au 31 décembre 2025

Au 31 décembre 2025, l'encours de dette du budget principal s'établit à 121 805 K€.

Après ajout de la dette du budget annexe Equipements sportifs délégués, d'un montant de **7 000 K€** (tirage revolving), l'encours de dette consolidée à cette même date s'élève à **128 805 K€**.

	31/12/15	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24	31/12/25
Encours global de dette	**77 436**	**70 571**	**76 339**	**73 871**	**69 854**	**76 696**	**75 694**	**75 694**	**78 349**	**105 311**	**128 805**
budget principal	**67 391**	**61 009**	**67 105**	**64 940**	**62 854**	**69 696**	**68 694**	**68 694**	**71 349**	**98 311**	**121 805**
dont emprunts classiques	67 391	61 009	67 105	64 940	62 854	69 696	68 694	68 694	71 349	98 311	121 805
emprunts taux fixes	41 083	36 086	31 067	26 011	22 947	28 869	31 118	36 597	32 712	55 506	75 641
emprunts taux variables	26 308	24 923	36 038	38 929	39 907	40 827	37 576	32 097	38 637	42 805	46 164
dont tirages revolving	-	-	-	-	-	-					
budget annexes	**10 045**	**9 562**	**9 234**	**8 931**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**
dont emprunts classiques	-	1 862	4 131	6 613	-	-					
Piscine Patinoire		1 862	4 131	6 613							
dont tirages revolving	10 045	7 700	5 103	2 318	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
Location immobilières	-	-	-	-	-	-					
Equipements sportifs délégués	10 045	7 700	5 103	2 318	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000

II - LES BUDGETS ANNEXES

A- EQUIPEMENTS SPORTIFS DELEGUES

Mouvements réels et ordre En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Total budget 2025	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU2024	Exe. en % CFU2025/ Budget 2025
Recettes de fonctionnement	2 103	2 023	1 815	1 506	1 545	1 564	-13,8%	101%
Total recettes de fonctionnement (1)	**2 103**	**2 023**	**1 815**	**1 506**	**1 545**	**1 564**	**-13,8%**	**101%**
Dépenses de fonctionnement	2 181	1 726	2 089	1 506	1 555	1 550	-25,8%	100%
Total dépenses fonctionnement (2)	**2 181**	**1 726**	**2 089**	**1 506**	**1 555**	**1 550**	-25,8%	100%
Résultat de l'exercice (3) = 1-2	-78	297	-274			14	ns	ns
Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4)	88	10	307	33	33	33	ns	ns
Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4	**10**	**307**	**33**	**33**	**33**	**47**	**41,4%**	**ns**
Recettes d'investissement (6)	7 275	7 426	7 259	14 789	14 805	7 795	7,4%	52,6%
Dépenses d'investissement (7)	7 115	7 567	7 192	14 789	14 795	7 719	7,3%	52,2%
dont CP	*115*	*560*	*192*	*789*	*789*	*713*	271,0%	90,4%
Solde des résultats antérieurs d'investissement (8)	6	166	24	91	91	91	ns	ns
Besoin de financement (9) = 6-7+8	**166**	**24**	**91**			**167**	ns	ns
Résultat brut (10) = 3+4+9	176	331	124	125	125	214	71,6%	ns
Résultat disponible (13) =10	**176**	**331**	**124**	**125**	**125**	**214**	71,6%	ns
Encours de dette au 31 décembre	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	0,0%	100%

En section de fonctionnement, les dépenses réelles de l'exercice 2025 (1 470 K€) comprennent la subvention pour contrainte de service public versée par la Ville au délégataire (1 449 K€) et des frais financiers pour 21 K€. Les opérations d'ordre pour 80 K€ correspondent aux amortissements des biens. **Le total des dépenses de fonctionnement est ainsi de 1 550 K€.**

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à **1 564 K€** et correspondent à la subvention du budget principal pour 1 450 K€, à la redevance d'occupation versée par l'opérateur de l'activité Padel pour 98 K€ (occupation à compter du 1er septembre 2025) et au produit de cession de matériel pour 9,8 K€. 6 K€ correspondent à des écritures d'ordre de reprise de subventions.

En section d'investissement, les dépenses réelles s'élèvent à **7 713 K€** et comprennent des travaux d'entretien de la piscine pour 713 K€ ainsi que le remboursement de tirage de crédit revolving de 7 000 K€. Les dépenses d'ordre s'élèvent à 6 K€.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à **7 715 K€** et correspondent au tirage du crédit revolving mobilisé en fin d'exercice de 7 000 K€, au FCTVA pour 25 K€ ainsi qu'à la subvention du budget principal finançant les investissements 2025 (690 K€). Les recettes d'ordre d'investissement correspondent aux amortissements pour 80 K€. Le total des recettes d'investissement est ainsi de **7 795 K€.**
L'encours de la dette du budget annexe Piscine Patinoire est de 7000 K€ au 31 décembre 2025.

La maitrise des dépenses de fonctionnement corrélée avec un solde antérieur reporté significatif permet de dégager un **résultat global de clôture de fin d'exercice excédentaire de 214 K**€ au titre de l'année 2025.

B- LOCATIONS IMMOBILIERES

Ce budget a été créé pour retracer les opérations liées aux courts de tennis de Longchamp et aux parkings dont la Ville est propriétaire et qui sont mis en location.

Mouvements réels et ordre En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025	CFU 2025	Evol en % CFU2025/ CFU2024	Exe. en % CFU2025/ Budget 2025
Recettes de fonctionnement	339	321	619	859	859	484	-21,8%	56,4%
Total recettes de fonctionnement (1)	**339**	**321**	**619**	**859**	**859**	**484**	-21,8%	56,4%
Dépenses de fonctionnement	333	454	501	859	859	513	2,3%	59,7%
Total dépenses fonctionnement (2)	**333**	**454**	**501**	**859**	**859**	**513**	2,3%	59,7%
Résultat de l'exercice (3) = 1-2	6	-133	118			-29	ns	ns
Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4)	304	310	177	294	294	294	66,5%	100,0%
Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4	**310**	**177**	**294**	**294**	**294**	**265**	-9,8%	ns
Recettes d'investissement (6)	58	60	216	407	407	719	232,5%	176,6%
Dépenses d'investissement (7)	2	22	343	800	800	687	100,3%	85,9%
dont CP	*2*	*22*	*343*	*800*	*800*	655	90,9%	81,9%
Solde des résultats antérieurs d'investissement (8)	34	89	127	0,5	0,5	0,5	-99,6%	100,0%
Besoin de financement (9) = 6-7+8	**89**	**127**	**0,5**			**33**	ns	ns
Résultat brut (10) = 3+4+9	399	304	295	295	295	298	1,2%	ns
Résultat disponible (13) =10	**399**	**304**	**295**	**295**	**295**	**298**	1,2%	ns
Encours de dette au 31 décembre	**-**		**-**		**-**			

Sur la section de fonctionnement, les recettes proviennent des produits de location de parkings en 2025 pour **388 K€** et des taxes sur les surfaces de stationnement pour **96 K€**. Le total des recettes de fonctionnement est ainsi de **484 K€.** Les opérations d'ordre concernent les dépenses au titre de la dotation aux amortissements pour un montant de 77 K€. Il s'agit d'écritures équilibrées avec une contrepartie en recettes d'investissement.

La section de fonctionnement présente un excédent **265 K€** au 31 décembre 2025 dû au report de l'excédent 2024 de 294 K€.

En section d'investissement, les recettes réelles de **610,3 K€** correspondent à la subvention du budget principal pour 597 K€ et au FCTVA pour 13,3 K€. Les dépenses d'investissement concernent la réalisation de travaux au club house du TCBB Longchamp pour **655 K€.** Les recettes d'ordre d'investissement correspondent aux amortissements pour 77 K€ et au transfert d'études pour 32 K€.

La section d'investissement présente un résultat excédentaire de 32,3 K€. Le report de l'excédent 2024 de 0,5 K€ conduit à un résultat d'investissement de 33 K€ au 31 décembre 2025.

L'exercice 2025 se solde par excédent global de clôture est de 298 K€.

C- PUBLICATIONS

Ce budget a été créé pour retracer les opérations liées à la conception, la publication et la distribution du journal municipal Boulogne-Billancourt Information et ne comprend que des frais et des produits liés au fonctionnement de ce magazine.

Mouvements réels et ordre En milliers €	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	BP 2025	Budget total 2025	CFU 2025	Evol en % CFU 2025/ CFU2024	Exé. en % 2025/ budget total 2025
Recettes de fonctionnement	662	616	654	660	660	636	3,3%	96,5%
Total recettes de fonctionnement (1)	**662**	**616**	**654**	**660**	**660**	**636**	3,3%	96,5%
Dépenses de fonctionnement	623	651	649	686	686	633	-2,7%	92,3%
Total dépenses fonctionnement (2)	**623**	**651**	**649**	**686**	**686**	**633**	-2,7%	92,3%
Résultat de l'exercice (3) = 1-2	38	-35	4			3	ns	ns
Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4)	18	57	22	26	26	26	ns	ns
Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4	**57**	**22**	**26**	**0**	**0**	**29**	ns	ns

Les recettes proviennent principalement des espaces de publicité vendus et sont complétées par une subvention d'équilibre versée par le budget principal. Au titre de l'exercice 2025, les recettes propres de ce budget s'élèvent à 196 K€ (pour 229 K€ en 2024). La subvention d'équilibre du budget principal est de 440 K€, en hausse de 3% par rapport à 2024.

Les dépenses liées à la fabrication des magazines sont de 633 K€ pour l'année 2025, en baisse de 2% par rapport à 2024.

Le résultat propre de l'exercice 2025 est excédentaire de 3 K€, portant le **résultat cumulé au 31 décembre 2025 à 29 K€** avec la reprise du résultat de l'exercice précédent de 26 K€.

III - LES ANNEXES

Annexe n°1- – Les AP-CP consolidés en 2025

Catégories d'AP	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
SERVICES GENERAUX	4 078 493	3 524 887	4 282 797	4 401 216	2 805 541	2 612 258	2 840 236	3 180 313	8 647 786	9 005 809	11 528 241	10 343 788	13 053 510	9 810 975	31 709 272	28 710 191
SECURITE	475 233	570 056	1 368 470	619 731	351 446	210 547	908 795	391 428	372 827	308 886	575 378	1 347 762	1 079 185	740 219	799 138	925 929
ENSEIGNEMENT	2 108 329	1 492 332	2 649 897	8 907 793	2 981 539	2 744 156	4 902 730	14 388 383	7 031 835	14 154 122	7 585 179	5 878 958	6 058 947	6 850 896	6 600 057	5 208 981
CULTURE	3 354 870	1 953 377	2 333 086	1 835 747	1 627 475	1 617 916	1 606 515	2 165 230	1 351 390	1 639 639	1 312 579	1 550 564	2 057 819	1 328 648	2 505 413	4 475 406
SPORTS (*)	1 259 185	709 029	1 181 472	2 483 061	6 656 944	5 943 711	16 011 069	16 381 091	3 532 308	3 599 518	4 831 232	2 155 624	2 897 899	2 663 821	4 752 791	2 141 920
JEUNESSE	75 666	171 055	138 948	285 308	363 780	219 275	174 013	137 866	130 590	231 650	145 202	182 140	285 748	308 274	282 163	1 200 732
INTERVENTIONS SOCIALES	61 059	204 356	648 162	99 925	51 835	39 481	586 099	201 643	360 011	3 050 909	493 905	82 195	181 507	91 557	974 578	370 399
FAMILLE	2 648 519	826 183	1 903 436	3 574 089	3 300 844	5 146 209	1 267 764	1 530 108	1 287 202	4 209 831	2 755 183	2 361 167	2 489 916	1 506 249	1 136 663	929 587
LOGEMENT	451 542	92 654	59 124	227 219	291 456	76 512	26 887	120 212	773 309	405 921	1 072 034	5 359 288	2 696 031	4 023 324	4 102 377	3 773 464
URBANISME	362 906	796 224	2 031 675	4 059 519	5 232 151	132 169	106 528	38 774	176 967	70	80 192	3 177	23 927	4 914	30 574	31 523
OPERAT° D'AMENAGEMENT	558 921	433 999	1 071 665	516 572	2 994 808	82 281	3 312 957	5 460 670	39 200	1 220 921	1 963 981	534 288	402 660	476 620	607 156	390 335
VOIRIE/ESPACES VERTS/POLITIQUE DE LA VILLE	92 217	128 216	189 733	384 238	205 919	39 198	123 189	208 889	231 441	268 696	311 656	277 571	68 667	131 665	211 413	18 672
ENVIRONNEMENT	46 514	0	4 246	0	1 500	0	0	484	0	30 000	163 698	251 533	80 287	496 746	2 634	30 640
ACTIONS ECONOMIQUES	59 269	283 956	152 366	35 899	77 917	93 220	131 237	82 988	197 009	478 105	549 685	572 984	837 983	858 736	285 887	401 826
EPFIF													38 586 714			
TOTAL DEPENSES EQUIPT	**15 632 723**	**11 186 325**	**18 015 075**	**27 430 316**	**26 943 155**	**18 956 933**	**31 998 020**	**44 288 079**	**24 131 876**	**38 604 077**	**33 368 142**	**30 901 040**	**70 800 801**	**29 292 643**	**54 000 117**	**48 609 604**

Les acquisitions foncières demeurent au sein du Budget principal.

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Budget principal	**15 633**	**11 186**	**18 015**	**27 430**	**26 943**	**18 957**	**31 998**	**44 288**	**24 132**	**38 604**	**33 368**	**30 901**	**70 801**	**29 293**	**54 000**	**48 610**
Budgets annexes	**74**	**887**	**6 363**	**5 893**	**1 642**	**548**	**235**	**325**	**317**	**233**	**1 064**	**334**	**117**	**582**	**535**	**1 368**
Publications	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0				
Equipements sportifs délégués	61	882	6 278	5 795	350	136	175	249	301	101	549	311	115	560	192	713
Théâtre de l'Ouest parisien	13	5	84	98	1 292	412	0	0	0	0	0	0				
Locations immobilières	0	0	1	0	0	0	60	77	17	131	515	23	2	22	343	655
Total consolidé	**15 707**	**12 073**	**24 378**	**33 324**	**28 585**	**19 505**	**32 233**	**44 613**	**24 449**	**38 837**	**34 432**	**31 235**	**70 918**	**29 875**	**54 535**	**49 978**

Annexe n°2 - État des AP-CP CFU 2025

				Autorisations de programme					
Catégorie	Opérations	Durée de l'AP	Pour mémoire AP votée N-1 (2024)	Pour mémoire AP votée dernière étape 2025 (1)	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2025) (2)	AP ouvertes pour exercices 2025 et suivants (3) = (1) - (2)	CP 2025 après DM	Réalisations 2025(4)	Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4)
APP	Cimetière Pierre Grenier	2019-2025	6 700 000	6 700 000	5 412 042	1 287 958	481 800	34 984	1 252 974
APP	Réhabilitation Hôtel de Ville	2018-2026	1 060 000	1 060 000	614 619	445 381	0	0	445 381
APP	Logiciels RH (paye-temps de travail)	2019-2026	565 144	565 144	358 712	206 432	0	0	206 432
APP	Espace Bernard Palissy	2019-2026	4 250 000	4 250 000	266 250	3 983 750	230 000	0	3 983 750
APP	Budget participatif	2021-2026	1 000 000	1 000 000	73 149	926 851	100 000	14 385	912 466
APR	Opérations récurrentes - Services généraux	2008-2026	78 712 797	83 438 331	68 276 374	15 161 957	5 281 957	4 490 369	10 671 588
APS	GPSO - FCCT	2018-2026	36 695 361	40 784 620	28 706 620	12 078 000	4 027 287	4 027 287	8 050 713
APS	Ile Seguin - FCCT	2024-2028	136 000 000	136 000 000	21 000 000	115 000 000	20 000 000	20 000 000	95 000 000
APS	Subvention d'équipement - Services généraux	2019-2026	679 000	682 000	649 637	32 363	2 200	2 200	30 163
APS	Subvention d'équipement - à affecter 900	2 024	3 000			0			0
APP	Participation AFL	2024-2027	681 300	681 300	136 300	545 000	136 300	136 300	408 700
	Services généraux - Chapitre 900		**266 346 603**	**275 161 395**	**125 493 704**	**149 667 692**	**30 259 544**	**28 705 525**	**120 962 167**
APP	Accessibilité Ad'Ap - services généraux	2015-2026	2 703 431	2 703 431	533 373	2 170 058	16 000	0	2 170 058
APP	Accessibilité Ad'Ap - éducation	2015-2026	2 095 601	2 095 601	669 451	1 426 150	353 000	157 031	1 269 119
APP	Accessibilité Ad'Ap - culture	2015-2026	677 226	677 226	369 599	307 626	0	5 053	302 573
APP	Accessibilité Ad'Ap - sports et jeunesse	2015-2026	1 034 214	1 034 214	594 313	439 901	9 405	6 758	433 144
APP	Accessibilité Ad'Ap - actions sociales	2015-2026	134 106	134 106	49 010	85 096	6 595	586	84 509
APP	Accessibilité Ad'Ap - petite enfance et séniors	2015-2026	654 506	654 506	139 516	514 990	145 000	24 847	490 143
APP	Accessibilité Ad'Ap - actions économiques	2015-2026	260 917	260 917	60 917	200 000	0	0	200 000
	Adap - diverses fonctions		**7 560 000**	**7 560 000**	**2 416 180**	**5 143 821**	**530 000**	**194 275**	**4 949 546**
APP	Vidéoprotection	2010-2026	4 044 554	4 585 007	3 685 007	900 000	500 000	493 667	406 333
APS	Participation pompiers	2008-2026	6 732 104	6 732 104	5 588 373	1 143 732	565 000	305 803	837 928
APR	Opérations récurrentes - Sécurité	2008-2026	1 655 496	1 655 496	1 302 791	352 705	144 000	126 459	226 246
APS	Subventions d'équipement à affecter	2 024	20 000	0	0	0	0	0	0
	Sécurité - Chapitre 901		**12 452 154**	**12 972 607**	**10 576 171**	**2 396 436**	**1 209 000**	**925 929**	**1 470 508**
APP	Réhabilitation école Fessart Escudier	2019-2026	4 586 996	4 586 996	4 317 760	269 236	60 000	28 047	241 189
APP	Ecole Ferdinand Buisson	2021-2025	4 683 264	5 483 264	4 553 588	929 676	380 000	482 769	446 906
APR	Opérations récurrentes - Enseignement	2008-2026	62 400 137	66 366 661	55 271 064	11 095 597	4 818 820	4 541 133	6 554 464

				Autorisations de programme					
Catégorie	Opérations	Durée de l'AP	Pour mémoire AP votée N-1 (2024)	Pour mémoire AP votée dernière étape 2025 (1)	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2025) (2)	AP ouvertes pour exercices 2025 et suivants (3) = (1) - (2)	CP 2025 après DM	Réalisations 2025(4)	Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4)
APS	Subvention d'équipement - Enseignement	2019-2026	200	16 182	200	15 982	0	0	15 982
	Enseignement - Chapitre 902		**71 670 598**	**76 453 103**	**64 142 613**	**12 310 490**	**5 258 820**	**5 051 950**	**7 258 541**
APP	Réhabilitation Eglise Notre Dame	2022-2026	12 524 933	12 524 933	884 536	11 640 397	2 500 000	1 979 807	9 660 590
APP	Gymnase Dôme Travaux	2022-2026	2 800 000	2 853 183	2 753 183	100 000	100 000	25 931	74 069
APP	Gymnase Biodiversité	2020-2026	813 370	813 370	439 526	373 843	0	0	373 843
APP	Boulogne 2024	2019-2026	2 500 500	2 500 500	2 500 500	0	0	0	0
APP	Equipement omnisports	2019-2026	72 173 840	72 173 840	1 860 000	70 313 840	0	0	70 313 840
APP	Terrain multisport Denfert	2022-2026	1 000 000	1 500 000	111 889	1 388 111	280 000	111 950	1 276 161
APP	Gymnase Paul Bert	2021-2026	1 500 000	1 500 000	973 368	526 632	25 000	19 362	507 270
APP	Modernisation du réseau des médiathèques	2023-2026	3 088 150	3 088 150	455 640	2 632 510	1 000 000	970 273	1 662 237
APR	Opérations récurrentes - Jeunesse Sport Culture	2019-2026	51 444 318	54 740 620	43 330 010	11 410 610	5 430 610	4 471 286	6 939 324
APS	Subventions d'équipement - Jeunesse Sport Culture	2008-2026	2 851 804	3 467 948	2 877 004	590 944	198 050	198 050	392 894
APS	Subventions d'équipement à affecter	2 023	307 410	0	0	0	0	0	0
	Jeunesse Sport Culture - Chapitre 903		**151 004 324**	**155 162 544**	**56 185 657**	**98 976 887**	**9 533 660**	**7 776 658**	**91 200 229**
APP	Crèche des Tilleuls	2024-2028	500 000	500 000	56 781	443 219	240 000	15 642	427 577
APR	Opérations récurrentes - Action soc-Famille 904	2008-2026	22 328 401	22 328 401	18 029 666	4 298 734	1 266 652	958 912	3 339 823
APS	Maison du Répit	2022-2026	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	100 000	100 000	900 000
APS	Subventions d'équipement - Actions sociale Famille	2019-2026	916 000	1 129 682	916 000	213 682	200 000	200 000	13 682
APS	Subventions d'équipement à affecter	2 024	16 254	0	0	0	0	0	0
	Actions sociale Famille - Chapitre 904		**24 760 655**	**24 958 083**	**19 002 448**	**5 955 635**	**1 806 652**	**1 274 554**	**4 681 081**
APP	Etudes d'urbanisme	2008-2026	1 195 523	1 195 523	1 141 123	54 401	0	0	54 401
APP	Acquisition immobilière (réserve foncière)	2008-2026	26 264 972	26 264 972	16 462 448	9 802 524	110 000	3 814	9 798 710
APP	Port Legrand	2022-2026	4 100 000	4 100 000	724 010	3 375 990	71 280	63 360	3 312 630
APP	Aménagement Perbos-Abreuvoir		500 000	500 000	376 995	123 006	100 000	51 224	71 782
APR	Opérations récurrentes - ATH	2008-2026	4 823 462	5 032 661	4 207 051	825 610	525 610	322 132	503 478
APS	Surcharges foncières	2018-2026	35 610 559	35 610 559	16 487 605	19 122 954	4 248 942	3 738 942	15 384 012
APS	Fonds de concours GPSO - désamiantage parking Bellefeuille	2015-2026	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0	0	1 000 000
APS	Subvention d'équipement - ATH	2019-2026	19 009	20 009	19 009	1 000	0	0	1 000
APS	Subventions d'équipement à affecter	2 023	5 500		0	0	0	0	0

				Autorisations de programme					
Catégorie	Opérations	Durée de l'AP	Pour mémoire AP votée N-1 (2024)	Pour mémoire AP votée dernière étape 2025 (1)	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2025) (2)	AP ouvertes pour exercices 2025 et suivants (3) = (1) - (2)	CP 2025 après DM	Réalisations 2025(4)	Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4)
	Aménagement des territoires et habitat - Chapitre 905		**73 519 025**	**73 723 724**	**39 418 240**	**34 305 485**	**5 055 832**	**4 179 472**	**30 126 013**
APP	Marché Billancourt	2022-2025	1 112 470	1 312 470	1 051 934	260 536	200 000	191 457	69 080
APR	Opérations récurrentes - Actions économiques		3 060 101	3 404 101	2 792 801	611 300	311 300	210 370	400 930
APS	Subvention d'équipement - Actions économiques	2008-2026	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0
	Actions économiques - Chapitre 906		**4 177 571**	**4 721 571**	**3 849 735**	**871 836**	**511 300**	**401 826**	**470 010**
APR	Environnement - Opérations récurrentes	2008-2026	1 074 319	1 074 319	595 357	478 961	31 400	30 640	448 322
APS	Subvention d'équipement - Environnement	2 025	-	1 060	0	1 060	0	0	1 060
	Environnement - Chapitre 907		**1 074 319**	**1 075 379**	**595 357**	**480 021**	**31 400**	**30 640**	**449 382**
APP	Sécurité électrique - services généraux	2019-2025	371 267	371 267	169 988	201 279	5 000	4 666	196 613
APP	Sécurité électrique - éducation	2019-2025	104 374	104 374	4 896	99 478	0	0	99 478
APP	Sécurité électrique - Sports et jeunesse	2019-2025	434 034	434 034	236 941	197 093	50 000	29 589	167 503
APP	Sécurité électrique - petite enfance et séniors	2019-2025	200 000	200 000	0	200 000	0	0	200 000
APP	Sécurité électrique - logements	2019-2025	430 000	430 000	238 676	191 324	40 000	34 522	156 802
APP	Sécurité électrique - actions économiques	2019-2025	951 931	956 922	956 922	0	0	0	0
	Sécurité électrique des bâtiments - diverses fonctions		**2 491 606**	**2 496 597**	**1 607 424**	**889 173**	**95 000**	**68 777**	**820 396**
	AP/CP du Budget principal		**615 056 855**	**634 285 004**	**323 287 527**	**310 997 477**	**54 291 208**	**48 609 604**	**262 387 873**

	Pour mémoire AP votée N-1 (2024)	Pour mémoire AP votée dernière étape 2025 (1)	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2025) (2)	AP ouvertes pour exercices 2025 et suivants (3) = (1) - (2)	CP 2025 après DM	Réalisations 2025 (4)	Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4)
APP	167 696 623	169 795 250	**53 232 964**	116 562 286	**7 139 380**	**4 886 023**	111 676 264
APR	225 499 030	238 040 590	**193 805 115**	44 235 474	**17 810 349**	**15 151 299**	29 084 175
APS	221 861 202	226 449 164	**76 249 447**	150 199 717	**29 341 479**	**28 572 282**	121 627 434
Total	615 056 855	634 285 004	**323 287 527**	310 997 477	**54 291 208**	**48 609 604**	262 387 873

		Autorisations de programme					
	Pour mémoire AP votée N-1 (2024)	Pour mémoire AP votée dernière étape 2025 (1)	CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2025) (2)	AP ouvertes pour exercices 2025 et suivants (3) = (1) - (2)	CP 2025 après DM	Réalisations 2025 (4)	Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4)
AP "Equipements sportifs délégués"	**4 439 984**	**4 742 532**	**2 553 519**	**2 189 013**	**789 000**	**713 112**	**1 475 901**
dont "Immobilisations incorporelles"	457 103	995 029	395 029	600 000	300 000	540 650	59 350
dont "Immobilisations corporelles"	2 861 607	2 561 607	972 594	1 589 013	489 000	172 462	1 416 551
dont "Autres immobilisations en cours"	1 121 274	1 185 896	1 185 896	0	0	0	0
AP "Locations immobilières"	**1 677 280**	**2 132 310**	**847 023**	**1 285 287**	**2 132 310**	**654 940**	**630 347**
dont "Club house du tennis de Longchamp"	1 546 422	2 001 453	750 328	1 251 124	2 001 453	654 940	596 184
dont "Autres travaux"	130 858	130 858	96 695	34 163	130 858	0,00	34 163
Budgets annexes	**6 117 264**	**6 874 843**	**3 400 542**	**3 474 300**	**2 921 310**	**1 368 052**	**2 106 248**

Annexe n°3 – Les écritures comptables croisées Ville/GPSO et MGP

Section de fonctionnement			
Recettes CFU Ville de Boulogne-Billancourt (dépenses GPSO)		**Dépenses CFU Ville de Boulogne-Billancourt (recettes GPSO)**	
Libellé	**Montants en K€**	**Libellé**	**Montants en K€**
Refacturation mise à disposition du personnel	1 243	Refacturation mise à disposition du personnel (Voirie et Espaces Verts)	390
Refacturation des locaux et diverses charges	598	Refacturation de frais divers	78
		Annulation de titres sur exercices antérieurs	0
Sous-total refacturations	**1 841**	**Sous-total refacturations**	**468**
		FCCT	52 362
Sous-total reversements de fiscalité	**0**	**Sous-total reversements de fiscalité**	**52 362**
TOTAL	**1 841**	**TOTAL**	**52 830**

Recettes CFU Ville de Boulogne-Billancourt (dépenses MGP)		**Dépenses CFU Ville de Boulogne-Billancourt (recettes MGP)**	
Libellé	**Montants en K€**	**Libellé**	**Montants en K€**
Attribution de compensation	54 607		
Compensation parts salaires	23 427		
Sous Total flux MGP	**78 034**		
Dotation de solidarité MGP	0		
TOTAL recettes de fonctionnement	**78 034**	**TOTAL dépenses de fonctionnement**	**-**

Recettes CFU Ville de Boulogne-Billancourt (Versement DGFIP)		**Dépenses CFU Ville de Boulogne-Billancourt (recettes MGP)**	
Libellé	**Montants en K€**	**Libellé**	**Montants en K€**
Fiscalité directe (part GPSO)	**30 610**		

TOTAL recettes de fonctionnement	**110 485**	**TOTAL dépenses de fonctionnement**	**52 830**

Solde net GPSO et MGP	**57 655**

Annexe n°4 – Capacité d'autofinancement consolidée (hors travaux en régie et cessions)

CAF consolidée en K€	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Budget principal (hors travaux régie, cessions)	21 829	23 268	22 782	26 315	18 409	18 965	20 811	22 912	15 166	26 309	23 992	19 834	26 325	21 412	17 739	18 350	18 035
Travaux en régie	3 548	3 064	2 797	2 788	2 886	2 466	1 203	2 369	2 998	3 000	2 998	2 830	2 178	2 152	2 251	2 121	2 006
Budget principal avec travaux régie	25 377	26 332	25 579	29 103	21 295	21 431	22 014	25 281	18 164	29 309	26 990	22 664	28 503	23 564	19 990	20 471	20 041
Budgets annexes	519	2 527	6 205	1 726	398	879	752	191	427	1 773	616	708	-630	87	252	-24	129
Publications	-88	105	-111	-6	1	-8	25	-20	2	16	111	51	-166	38	-35	4	3
Locations immobilières	377	297	214	200	196	177	184	160	134	-45	62	141	43	63	-74	183	48
Equipements sportifs délégués (ex-Piscine Patinoire)	158	2 130	6 092	1 529	176	699	497	51	291	1 802	443	516	-507	-15	360	-212	78
Théâtre de l'Ouest parisien	72	-5	10	3	25	11	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAF consolidée avec travaux en régie	25 896	28 859	31 784	32 226	21 693	22 310	22 766	25 472	18 591	31 081	27 606	23 372	27 873	23 651	20 244	20 447	20 171

Annexe n°5 – Soldes intermédiaires de gestion du budget principal

En millions €	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA2013	CA2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025
Produits de gestion courante	174,5	171,2	178,3	180,2	178,6	179,4	181,4	225,9	219,7	221,5	219,8	210,8	218,9	225,9	230,5	235,3	232,2
dont travaux en régie	*3,5*	*3,1*	*2,8*	*2,8*	*2,9*	*2,5*	*1,2*	*2,4*	*3*	*3*	*3*	*2,8*	*2,2*	*2,2*	*2,3*	*2,1*	*2,0*
Charges de gestion courante	133,8	128,1	132,3	135,7	138,4	142,6	141,1	186,8	187,6	186,4	188,5	184,0	186,7	197,4	205,0	209,4	206,6
Excédent de gestion	**40,7**	**43,1**	**46**	**44,5**	**40,2**	**36,8**	**40,3**	**39,1**	**32,1**	**35,1**	**31,3**	**26,8**	**32,2**	**28,6**	**25,4**	**25,9**	**25,6**
Excédent de gestion hors travaux en régie	**37,1**	**40**	**43,2**	**41,7**	**37,3**	**34,3**	**39,1**	**36,7**	**29,1**	**32,1**	**28,3**	**24**	**30**	**26,4**	**23,2**	**23,8**	**23,6**
Résultat financier (recettes - dépenses)	-4,7	-4,5	-4,2	-3,5	-3,3	-3,1	-2,9	-2,6	-2,3	-3,5	-1,8	-1,7	-1,5	-1,8	-2,0	-2,4	-2,8
- subventions versées aux budgets annexes	7,4	11	15,9	11,3	13,1	10,3	14,4	10,2	11	1,5	2	1,9	1,3	2,5	2,4	2,2	1,9
+/- Autres produits et charges exceptionnels	-3,2	-1,3	-0,3	-0,6	-2,5	-2	-1	-1,1	-0,6	-0,8	-0,4	-0,5	-0,9	-0,7	-1,0	-1	-0,8
Caf Brute	**25,4**	**26,3**	**25,6**	**29,1**	**21,3**	**21,4**	**22**	**25,3**	**18,2**	**29,3**	**27,1**	**22,7**	**28,5**	**23,6**	**20,0**	**20,5**	**20,1**
Caf Brute hors travaux en régie	**21,8**	**23,2**	**22,8**	**26,3**	**18,4**	**19**	**20,8**	**22,9**	**15,2**	**26,3**	**24,1**	**19,9**	**26,3**	**21,4**	**17,7**	**18,4**	**18,0**
Remboursement du capital de la dette	14,8	12	13,9	15,6	11,1	5,7	6,3	6,4	6,4	34,6	5,3	6,3	9,2	6,3	6,1	4,8	7,5
Caf nette	**10,6**	**14,3**	**11,7**	**13,5**	**10,2**	**15,7**	**15,7**	**18,9**	**11,8**	**-5,3**	**21,8**	**16,4**	**19,3**	**17,3**	**13,8**	**15,7**	**12,5**
Caf nette hors remboursements anticipés	**10,6**	**14,3**	**11,7**	**13,5**	**10,2**	**15,7**	**15,7**	**18,9**	**11,8**	**22,3**	**21,8**	**16,4**	**19,3**	**17,3**	**13,8**	**15,7**	**12,5**
Participations reçues et autres	14	8,8	5,3	5,6	5,6	7,2	5	11,5	10,7	28,9	6,5	7,3	6	4,6	6,1	5,4	7,3
Cessions	4,7	1,9	1,1	29,7	0,5	2,6	3,4	3,5	9,5	4	4,9	1,4	0	4,4	3,0	0,1	2,4
Dépenses d'investissement	34,2	15,8	12,5	18,7	34,1	34,1	19,3	32,6	44,6	24,7	38,8	34,2	31	32,3	29,7	54,8	49,6
Travaux en régie	3,5	3,1	2,8	2,8	2,9	2,5	1,2	2,4	3	3	3	2,8	2,2	2,2	2,3	2,1	2,0
Solde avant emprunt et résultat antérieur	**-8,5**	**6,3**	**2,8**	**27,3**	**-20,7**	**-11**	**3,6**	**-1**	**-15,7**	**-0,1**	**-8,6**	**-11,9**	**-7,8**	**-8,2**	**-9,0**	**-35,8**	**-29,3**
Emprunts nouveaux	8,6	0	0	0	0	0	0	0	12,5	5	3,2	13,1	8,2	6,3	8,8	31,8	31,0
Fonds de roulement au 1er janvier	3,1	3,2	9,5	12,4	39,7	19	8	11,6	10,6	7,3	26,5	21,1	22,3	22,5	20,5	20,1	15,9
Etalement du 1069													-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Fonds de roulement au 31 décembre	3,2	9,5	12,4	39,7	19	8	11,6	10,6	7,3	26,5	21,1	22,3	22,5	20,5	20,1	15,9	17,4